

98.069

**Message  
concernant un arrêté fédéral sur les moyens financiers  
destinés à l'agriculture pour les années 2000 à 2003**

du 18 novembre 1998

---

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs,

Par le présent message, nous vous proposons d'approuver le projet d'arrêté fédéral simple fixant les fonds affectés, dans les années 2000 à 2003, aux domaines suivants.

- amélioration des bases de production,
- promotion de la production et des ventes,
- paiements directs.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

18 novembre 1998

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Cotti

Le chancelier de la Confédération, Couchepin

40238

---

## Condensé

La nouvelle loi sur l'agriculture du 29 avril 1998 prévoit que les fonds destinés aux principaux domaines d'application sont autorisés par un arrêté fédéral simple pour quatre ans au plus (art. 6).

La nouvelle politique agricole apporte des modifications essentielles tant au système des instruments d'action qu'à l'allocation des ressources financières. Le soutien lié à la production étant partiellement remplacé par les paiements directs, la plupart des versements de la Confédération aux exploitations agricoles deviennent un élément important du rendement brut. En fixant le cadre financier pour quatre ans, les pouvoirs publics offrent aux agriculteurs des conditions générales stables et déterminent, en même temps, le plafond des dépenses de la Confédération pour l'agriculture.

Le présent message propose de fixer comme suit les enveloppes financières destinées aux quatre années 2000 à 2003 :

- 1037 millions de francs pour l'amélioration des bases de production;
- 3490 millions de francs pour la promotion de la production et des ventes;
- 9502 millions de francs pour les paiements directs.

Les enveloppes financières couvrent plus de 95 % du budget de l'agriculture. Les sommes demandées figurent dans le plan financier actuel pour les années 2000 à 2002. Les montants pour 2003 seront fonction de l'évolution enregistrée au cours des années précédentes. L'enveloppe financière réservée à la promotion de la production et des ventes est déterminée par les dispositions transitoires de l'art. 187, al. 12, de la nouvelle loi sur l'agriculture, concernant la réduction des dépenses pour le soutien du marché. Les fonds demandés suffiront à maintenir les revenus agricoles, à condition que les prévisions relatives à l'évolution des prix et à la diminution des coûts se confirment.

En dehors des enveloppes financières, les mesures temporaires destinées à alléger le marché en cas d'urgence visées à l'art. 13 de la loi sur l'agriculture sont les seules possibilités d'intervention autorisées.

D'après la répartition des fonds entre les quatre années, les dépenses pour l'agriculture comprises dans les enveloppes financières baisseront au-dessous de 3,5 milliards de francs.

---

## Message

### 1 **Partie générale**

#### 11 **Point de la situation**

L'arrêté fédéral proposé correspond au mandat fixé à l'art. 6 de la loi du 29 avril 1998 sur l'agriculture<sup>1)</sup> (LAgr), selon lequel les fonds destinés aux principaux domaines d'application doivent être autorisés par un arrêté fédéral simple pour quatre ans au plus. La politique agricole gagne ainsi en prévisibilité et en continuité. Le présent message a été déjà annoncé dans celui concernant la Politique agricole 2002<sup>2)</sup>.

#### 12 **Enveloppes financières destinées à l'agriculture**

##### 121 **Finalité des enveloppes financières**

La première étape de la réforme agricole a eu essentiellement pour objet de séparer la politique des prix de celle des revenus. Diverses mesures visant à soutenir directement ou indirectement les prix et l'écoulement de produits ont été réduites, alors que les paiements directs ont été développés. Depuis, ces derniers déterminent donc largement le revenu agricole. La part des paiements directs aux recettes totales de l'agriculture représentait déjà 23 % en 1996<sup>3)</sup>. En fixant des enveloppes financières pour quatre ans, les pouvoirs publics atteignent deux objectifs: d'une part, ils offrent aux agriculteurs des conditions générales stables, ce qui satisfait à un impératif d'ordre institutionnel<sup>4)</sup>. D'autre part, ils répondent à l'exigence d'une planification pluriannuelle des dépenses.

En outre, la prévisibilité de l'engagement financier de l'Etat permet de rendre l'agriculture plus compétitive. Grâce à la réduction de l'intervention régulatrice des autorités publiques, producteurs, transformateurs et commerçants auront un

---

1 RS 910.1; RO 1998 3033

2 Message concernant la réforme de la politique agricole: Deuxième étape (Politique agricole 2002)

3 USP: Comptes économiques de l'agriculture suisse pour les années 1990 à 1997, Brougg 1998

4 Message sur la Politique agricole 2002: FF 1996 IV 1

intérêt direct à fournir une bonne prestation sur le marché<sup>5</sup>). Les paiements directs devraient constituer une base solide du revenu pour les exploitations paysannes en vue de leur activité sur le marché. Les entreprises de transformation et de commerce doivent également pouvoir compter dans leur activité sur des conditions-cadre financières de la part de la Confédération. Or, les modifications à court terme créent un climat d'insécurité et nuisent à l'adaptation au marché à tous les niveaux.

## 122 Enveloppes financières: instrument régulateur de la politique agricole

La régulation des dépenses de la Confédération est régie par la loi fédérale du 6 octobre 1989 sur les finances de la Confédération<sup>6</sup>) (LFC). En adoptant une enveloppe financière (art. 32 LFC), l'Assemblée fédérale fixe pour plusieurs années le montant maximum des fonds pour certains domaines d'activité. Il s'agit là de décisions de financement sous forme d'un arrêté fédéral simple, qui supposent une base légale. Elles permettent de séparer l'acte normatif de base et le financement<sup>7</sup>). En l'occurrence, cette séparation est déjà prévue dans l'acte normatif de base, c'est-à-dire dans la LAgr (art. 6), et les raisons de ce choix sont exposées dans le message y relatif<sup>8</sup>). Pour réellement atteindre ses objectifs - prévisibilité et continuité de la politique menée par la Confédération dans un domaine - l'enveloppe financière doit aller de pair avec l'intention d'autoriser effectivement les dépenses prévues.

Nous proposons, ci-après, trois enveloppes financières portant sur les années 2000 à 2003 pour les principaux domaines de l'agriculture. Ces enveloppes servent à fixer le maximum des dépenses de la Confédération pour ce secteur pendant quatre ans. Quant aux crédits de paiements, ils devront être approuvés chaque année, dans le cadre du budget fédéral. Cette solution permettra d'adapter les tranches annuelles aux besoins effectifs, compte tenu notamment des fluctuations dans la production.

5 Message sur la Politique agricole 2002: FF 1996 IV 20

6 RS 611

7 Message relatif à la loi fédérale sur les finances de la Confédération: FF 1988 III 865

8 Message sur la Politique agricole 2002: FF 1996 IV 94

## 13 Réforme de la politique agricole

### 131 Etat de la réforme

Le Septième rapport sur l'agriculture, approuvé par le Conseil fédéral le 27 janvier 1992<sup>9)</sup>, posait les jalons d'une vaste réorientation de la politique agricole reflétant les profonds changements survenus dans le secteur primaire et le contexte économique plus général, en Suisse et à l'étranger. La politique consistant à assurer le revenu en protégeant les prix de certains produits a entraîné une intensification de la production, portant parfois atteinte à l'environnement. Le niveau élevé des prix favorisait le tourisme alimentaire et mettait ainsi en danger les parts de marché de notre agriculture.

La stratégie envisagée pour résoudre ces problèmes se compose des éléments suivants:

- séparer davantage la politique des prix de celle des revenus;
- rendre l'écologie attrayante du point de vue financier;
- réduire les interventions de l'Etat sur le marché de manière à améliorer la compétitivité du secteur agro-alimentaire.

Le Conseil fédéral a initié la première étape de la réforme en approuvant, le 27 janvier 1992, le message concernant la Politique agricole avec des paiements directs compensatoires<sup>10)</sup> et le Septième rapport sur l'agriculture. Le 9 octobre 1992, le Parlement a adopté les art. 31a et 31b LAgr, base légale des paiements directs qui ne sont pas liés au produit. De 1993 à 1997, le Conseil fédéral a résolument poursuivi sa stratégie de séparation de la politique des prix de celle des revenus dans le cadre des décisions relatives au revenu paysan: d'une part, il a réduit le soutien des prix et les paiements directs liés au produit; d'autre part, il a augmenté les nouveaux paiements directs qui n'ont pas d'incidence sur la production.

<sup>9</sup> FF 1992 II 140

<sup>10</sup> Message concernant la modification de la loi sur l'agriculture. I<sup>re</sup> partie: Politique agricole avec des paiements directs compensatoires: FF 1992 II 1

Les prix du lait, des céréales, des betteraves sucrières, des oléagineux, etc., bénéficiant d'un soutien administratif, ont été réduits au cours de cette période, de sorte que les recettes de l'agriculture provenant de la vente de ces produits ont baissé d'environ 1 milliard de francs. En parallèle, la somme des paiements directs a été majorée d'autant. La chute des prix payés pour des produits dont les prix et l'écoulement ne sont pas garantis par l'Etat a également entraîné un manque à gagner avoisinant 1 milliard de francs. Notamment les prix de la viande de bœuf se sont effondrés: le recul persistant de la consommation, aggravé par la crise ESB, s'est traduit par une offre excédentaire.

En 1995 et 1996, les principales réductions de prix ont été compensées par l'augmentation des paiements directs écologiques, notamment des contributions pour la production intégrée et pour l'agriculture biologique. Ces mesures ont entraîné l'exploitation, en 1997, de plus de 70 % de la surface agricole utile selon les règles de la production intégrée et de 6 % selon celles de la culture biologique. Le budget 1998 prévoit 809,25 millions de francs pour les paiements directs complémentaires et 750,5 millions de francs pour les contributions écologiques. L'exigence fixée par le Parlement au moment de l'adoption de la base légale des nouveaux paiements directs, selon laquelle un équilibre financier entre les paiements directs complémentaires et les contributions écologiques devait être atteint après une période d'introduction (art. 31b, al. 4, LAgr), a été ainsi remplie.

Le peuple et les cantons ont approuvé le 9 juin 1996 le nouvel article agricole de la constitution fédérale (31<sup>octies</sup> est). Celui-ci définit les tâches incombant à l'agriculture et les principales mesures de politique agricole. Elaboré au cours de la réforme agricole, cet article en est le fondement constitutionnel. La nouvelle loi sur l'agriculture, qui concrétise les dispositions constitutionnelles, a été adoptée par le Parlement le 29 avril 1998. Le peuple et les cantons ont clairement rejeté le 27 septembre 1998 l'initiative populaire «Pour des produits alimentaires bon marché et des exploitations agricoles écologiques». La nouvelle loi sur l'agriculture est ainsi fondée sur une base constitutionnelle moderne solide.

La deuxième étape de la réforme a pour objectif principal d'améliorer la compétitivité du secteur agro-alimentaire tout entier. La nouvelle loi sur l'agriculture ne fournit donc plus de base légale aux garanties de prix, d'écoulement et de marges. Les mesures de soutien du marché sont toujours nécessaires, mais elles devraient être conçues de manière à promouvoir la prestation. Tous les acteurs concernés, des producteurs aux détaillants, doivent avoir un intérêt direct à ce que les produits se vendent bien, l'objectif étant de conserver les débouchés et de tirer la valeur ajoutée maximale de la vente des produits.

De par l'adoption du train d'ordonnances relatives à la Politique agricole 2002, le Conseil fédéral concrétise les dispositions légales. Les agriculteurs et les entreprises de transformation et de commerce situées en aval en sentiront directement les effets au début ou dans le courant de 1999. Des instruments de soutien du marché conformes aux règles de la concurrence constituent l'innovation principale. Ainsi, le supplément pour le lait transformé en fromage permet d'abroger une multitude de réglementations garantissant les prix et l'écoulement de produits. Le domaine laitier a fait jusqu'ici l'objet de plus de 50 actes législatifs de différents niveaux. La nouvelle organisation du marché exige quatre ordonnances du Conseil fédéral, une du Département fédéral de l'économie (DFE) et une de l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG). Dans le domaine des paiements directs, les ordonnances fixent des conditions-cadre uniformes, telles que les limites de revenu et de fortune, visées à l'art. 70 de la loi sur l'agriculture. Les prestations écologiques requises deviennent le préalable de tous les paiements directs.

Le peuple et les cantons devront se prononcer le 29 novembre 1998 sur le nouvel article céréaliier adopté par le Parlement au même moment que la loi sur l'agriculture, sur la base du message concernant la Politique agricole 2002<sup>11</sup>). En vertu de ses dispositions, il est prévu d'abroger en 2001 la réglementation du marché céréaliier et de mettre en place le marché unique des céréales panifiables et fourragères.

La révision de la loi sur le droit foncier rural et de la loi sur le bail à ferme agricole<sup>12</sup>), qui font également partie de la deuxième étape de la réforme, a été adoptée par le Parlement le 26 juin 1998. Le Conseil fédéral entend mettre en vigueur les deux lois précitées en même temps que le train d'ordonnances relatif à la Politique agricole 2002. L'assouplissement des dispositions relatives à la politique structurelle dans ces deux lois facilite l'évolution des structures agricoles.

11 Message sur la Politique agricole 2002, 2<sup>e</sup> partie: Nouvel article céréaliier constitutionnel de durée limitée; FF 1996 IV 370

12 Message sur la Politique agricole 2002, 3<sup>e</sup> partie: Droit foncier rural et bail à ferme agricole: assouplissement des dispositions relatives à la politique structurelle; FF 1996 IV 378

En se référant également au message sur la Politique agricole 2002<sup>13</sup>, le Parlement a adopté une modification de la loi sur les épizooties le 26 juin 1998. Il est prévu de réviser l'ordonnance y relative et notamment d'instituer une obligation d'identification et d'enregistrement, afin que l'on puisse saisir intégralement la circulation des animaux et reconstituer leur cheminement, de l'exploitation où ils sont nés à l'abattoir.

### **132 Rôle du présent arrêté fédéral dans la réforme**

L'agriculture suisse et la politique agricole continueront de se transformer. Si les négociations bilatérales avec l'UE aboutissent, il en résultera un meilleur accès aux marchés européens pour certains produits agricoles importants, dont le fromage. L'ouverture progressive des marchés va de pair avec le processus de réforme interne. La nouvelle loi sur l'agriculture et le train d'ordonnances que le Conseil fédéral doit adopter ont été conçus dans cette perspective. Les conditions générales, telles que le niveau de protection douanière et les fonds destinés à financer les mesures de soutien du marché, ont pour objectif de réduire de moitié les différences de prix par rapport à l'UE d'ici à l'an 2003. Une adhésion à l'UE aurait des incidences encore plus fortes sur la politique agricole suisse. Les conséquences possibles de divers scénarios relatifs au rapprochement de la Suisse à l'UE seront décrites dans un chapitre spécial du rapport 1999 du Conseil fédéral sur l'intégration européenne.

Conformément à la décision de la Conférence ministérielle de l'OMC, qui s'est déroulée à Genève en mai 1998, il y a lieu d'élaborer, d'ici à fin 1999, des propositions relatives au déroulement du prochain tour de négociations. On peut ainsi supposer qu'au début de l'an 2000, des pourparlers sur la poursuite de la libéralisation dans le secteur agricole seront entamés. Ils porteront probablement sur les domaines dans lesquels des engagements ont déjà été pris (accès au marché, soutien dans le pays, subventions à l'exportation). Dans ce contexte, il sera aussi davantage tenu compte de la multifonctionnalité de l'agriculture («non-trade concerns»).

---

<sup>13</sup> Message sur la Politique agricole 2002, 4<sup>e</sup> partie: Modification de la loi sur les épizooties en ce qui concerne l'identification des animaux et l'enregistrement des troupeaux d'animaux de rente: FF 1996 IV 393

L'art. 187 LAgr contient de nombreuses dispositions transitoires, dont la plupart ont pour objectif d'assurer le passage en douceur de l'ancien au nouveau régime. Ainsi, l'al. 12 fixe la réduction des moyens financiers destinés au soutien du marché et l'al. 13 ordonne une évaluation des conséquences de toutes les mesures prises en vue de la promotion de la production et des ventes cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi; les autres instruments (p. ex. amélioration des bases de production et paiements directs) peuvent aussi être pris en considération. Il faudra par exemple examiner après un certain temps, dans quelle mesure le système des paiements directs est encore satisfaisant en ce qui concerne la rémunération des prestations d'intérêt public, notamment des prestations écologiques particulières et la finalité sociale. Par ailleurs, les dispositions de l'art. 185 LAgr permettent d'évaluer régulièrement les mesures de politique agricole sur la base de données fiables.

L'arrêté fédéral fixant l'enveloppe financière indique aux paysans les montants de paiements directs auxquels ils peuvent s'attendre ces prochaines années et les fonds destinés à l'amélioration des bases de production. Les perspectives financières à moyen terme sont donc claires. Tant les agriculteurs que les entreprises de commerce et de transformation sauront ainsi quels montants la Confédération veut affecter au soutien du marché. Les intéressés pourront en déduire le niveau de prix probable ainsi que des prévisions concernant l'évolution du marché. L'approbation des enveloppes financières par l'Assemblée fédérale n'équivaut pas à une autorisation de dépenses; elle signale toutefois la volonté du Parlement d'utiliser de fait les sommes prévues. Enfin, l'arrêté fédéral indique que ces enveloppes financières ne seront probablement pas augmentées pour les différents domaines d'application dans les années 2000 à 2003.

## **14 Les trois enveloppes financières**

### **141 Trois domaines d'activité**

#### **141.1 Synthèse**

Les trois enveloppes financières couvrent les principaux domaines d'activité de l'agriculture, à savoir l'amélioration des bases de production, la promotion de la production et des ventes, ainsi que les paiements directs. Ces domaines correspondent à la structure du compte financier de la Confédération tel qu'il est présenté dans le budget 1999. La classification usuelle des instruments de politique

agricole, déjà prévue dans le Septième rapport sur l'agriculture<sup>14)</sup> et dans le message concernant la Politique agricole 2002<sup>15)</sup>, est présentée sous une forme adaptée dans le tableau synoptique 1.

*Tableau synoptique 1*

**Soutien financier des mesures de politique agricole**

| Amélioration des bases de production   | Conditions-cadre de la production et de l'écoulement   | Paiements directs  |
|--|--|--|
| Aide à l'investissement pour améliorations structurelles<br>- contributions à fonds perdu<br>- crédits d'investissements<br>- aide aux exploitations | Promotion des ventes dans le pays et à l'étranger (mesures de communication)<br><br>Allègement du marché (*) (art. 13 LAgr)  | Paiements directs généraux<br>- contributions à la surface<br>- contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers<br>- contributions pour la garde d'animaux dans des conditions difficiles |
| Stations de recherches (*)<br><br>Contributions pour la vulgarisation (*)  | Contributions à l'exportation (p. ex. bétail de rente ou d'élevage)<br><br>Soutien du marché du lait:<br>- supplément versé pour le lait transformé en fromage<br>- supplément de non-ensilage | - contributions pour des terrains en pente<br><br>Paiements directs écologiques<br>- contributions écologiques   |
| Contributions pour les sélections végétale et animale  | - promotion des ventes dans le pays<br>- aides à l'exportation   | - contributions écologiques pour la protection des eaux<br>- contributions d'estivage  |
| Lutte contre les maladies et parasites des plantes (*)   | Contributions à la production et à la mise en valeur:<br>sucre, oléagineux, pommes de terre, fruits, semences, matières premières renouvelables  |  |

(\*) Ces positions ne concernent pas les enveloppes financières

14 FF 1992 II 140

15 FF 1996 IV 94

Fragmenter davantage le champ d'application et augmenter le nombre d'enveloppes financières limiterait inutilement la marge de manoeuvre pour l'allocation des ressources à moyen terme. Ainsi, le regroupement des fonds destinés à la production et à l'écoulement permet, au besoin, de déplacer les montants d'un produit à l'autre lors de l'établissement du budget et du plan financier. Quant aux paiements directs, ils permettent, par exemple, de faire face à une évolution imprévue des cheptels donnant droit à la contribution ou de la participation aux programmes écologiques. Nous donnons ci-après une description de chaque domaine d'application.

#### **141.2 Amélioration des bases de production**

Les mesures prises à ce titre visent avant tout à réduire les frais et à améliorer la qualité des produits, c'est-à-dire à augmenter la compétitivité de l'agriculture. Elles sont fondées sur l'art. 31<sup>octies</sup> de la constitution, plus particulièrement sur l'al. 3, let. e.

L'enveloppe financière porte sur les mesures suivantes:

a. Mesures d'accompagnement social (tit. 4 LAgr)

L'aide aux exploitations paysannes permet de convertir des dettes par des prêts sans intérêts dans les cas de rigueur qui ne peuvent pas être imputés à l'intéressé. Elle a eu peu de poids jusqu'à présent. A l'avenir, l'allègement du fardeau de la dette pourrait gagner en importance par rapport à la promotion des investissements. Ces deux instruments sont complémentaires.

b. Amélioration des structures (tit. 5 LAgr)

Ces mesures comprennent:

- les contributions pour l'amélioration de l'infrastructure (remaniements parcellaires, dessertes, adductions d'eau, etc.);
- les contributions pour la transformation et la construction de bâtiments d'exploitation dans la région de montagne et des collines;
- les crédits d'investissements alloués comme prêts sans intérêts et destinés à financer des bâtiments d'habitation et d'exploitation, ainsi que l'aide initiale.

L'aide initiale aux jeunes agriculteurs, instituée par la Politique agricole 2002, nécessite une forte augmentation des fonds dans le domaine des crédits d'investissements. N'étant pas liée à des investissements particuliers, elle répond le mieux au principe du financement de base permettant d'alléger le service des intérêts.

c. Encouragement de la sélection végétale et animale (tit. 6, chap. 3, LAgr)

La Confédération soutient les travaux visant à fournir aux agriculteurs du matériel végétal et animal d'excellente qualité et approprié du point de vue écologique. Il importe de préserver et d'améliorer les ressources génétiques de l'agriculture.

### 141.3 Promotion de la production et des ventes

En vertu de l'article 31<sup>octies</sup>, al. 1, cst., l'agriculture doit remplir ses tâches d'intérêt public par une production durable et adaptée aux exigences du marché. Elle doit prendre des mesures permettant à l'agriculture suisse de s'imposer face à une forte concurrence et de s'adapter à un marché libéralisé. Si l'on veut axer la production sur le marché, le marketing est indispensable. La Confédération soutient dès lors les efforts consentis dans ce domaine par les producteurs. Cette mesure s'ajoute au soutien des prix et devrait faciliter le passage aux nouvelles conditions du marché. Elle sert par ailleurs à limiter le besoin en paiements directs. Toutes ces mesures se fondent sur le titre 2 de la loi sur l'agriculture. L'enveloppe financière porte sur les mesures suivantes:

a. Promotion des ventes (art. 12 LAgr)

Les contributions octroyées pour des mesures de promotion des ventes (communication) prises à titre privé sont destinées à augmenter la valeur ajoutée tirée des produits agricoles.

b. Economie laitière (art. 38 à 41 LAgr)

Compte tenu de la concurrence accrue régnant sur les marchés intérieur et extérieur, la Confédération soutient le prix à la production du lait transformé en fromage à l'aide de suppléments (supplément pour le lait transformé en fromage, supplément de non-ensilage). Elle verse des aides destinées à promouvoir les ventes dans le pays, notamment pour le beurre et pour la matière grasse du lait. Les aides à l'exportation, quant à elles, visent à maintenir le niveau de la production laitière.

c. Economie animale (art. 26, 50 et 52 LAgr)

Grâce aux contributions à l'exportation, la Suisse est en mesure d'exporter annuellement quelque 10000 têtes de gros bétail et, partant, d'assurer l'utilisation d'une surface d'environ 8000 hectares dans la région de montagne et des collines, à condition que nos pays voisins lèvent les restrictions à l'importation imposées en raison de l'ESB. La taxation neutre de la qualité dans les abattoirs et sur les marchés publics surveillés, les mesures destinées à alléger le marché de la viande et celui des oeufs, ainsi que le soutien de la production des oeufs dans les exploitations paysannes, sont financés par des droits de douane à affectation spéciale, perçus sur les importations.

d. Production végétale (art. 54 à 59 LAgr)

La Confédération confie à l'économie sucrière un mandat de prestations pour assurer la production suisse de betteraves sucrières. Elle verse aussi des contributions pour la culture et la transformation des oléagineux, des légumineuses à graines, des pommes de terre, des semences et des matières premières renouvelables; sinon, ces cultures seraient abandonnées dans notre pays. Or, leur maintien répond à un intérêt public (e.a. sécurité alimentaire). Quant aux contributions versées pour la transformation des fruits, elles sont nécessaires pour la mise en valeur des récoltes abondantes et servent surtout à préserver les arbres fruitiers haute-tige.

e. Economie viti-vinicole (art. 58 et 66 LAgr)

Les droits de douane à affectation spéciale perçus sur les importations servent à financer le maintien des surfaces viticoles (contributions pour des terrains en forte pente et en terrasses) et à promouvoir la vente de produits viticoles de qualité. Ces dépenses sont intégrées dans l'enveloppe financière (comme dans le cas du fonds «viande»).

#### 141.4 Paiements directs

L'octroi des paiements directs se fonde sur l'art. 31<sup>octies</sup>, al. 3, let. a et b, cst. L'enveloppe financière porte sur les mesures suivantes:

a. Paiements directs généraux (tit. 3, chap. 2, LAgr)

Les paiements directs généraux comprennent, d'une part, des contributions liées à la surface et au nombre d'animaux, versées dans tout le pays et, d'autre part, des contributions liées à la surface et au nombre d'animaux, destinées à compenser les conditions difficiles, dans la région de montagne et des collines (cf. tableau synoptique 2). Ces paiements servent, entre autres, à assurer l'exploitation du sol. Il est notamment prévu d'octroyer des contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers. Ces contributions seront désormais versées non seulement pour les vaches dont le lait n'est pas commercialisé, mais aussi pour d'autres animaux, tels que les équidés, les moutons, les chèvres et les génisses. Par contre, il ne sera pas alloué de contributions pour les vaches laitières dont le lait est destiné à la commercialisation.

b. Paiements directs écologiques (tit. 3, chap. 3, LAgr)

Le système institué en 1993 subit quelques changements. Les paiements directs écologiques comprennent dorénavant aussi les contributions versées pour la culture extensive de céréales fourragères et panifiables ainsi que de colza. Au contraire, la production intégrée en est exclue, car les prestations y relatives devront à l'avenir être fournies par tous les agriculteurs souhaitant toucher des paiements directs. Les fonds affectés jusqu'à présent à ce mode de production seront donc transférés à la rubrique des paiements directs généraux.

La loi sur la protection des eaux<sup>16</sup> (LEaux) a été révisée parallèlement à la loi sur l'agriculture. L'art. 62a LEaux prévoit que la Confédération alloue des indemnités pour les mesures prises par l'agriculture afin d'éviter le ruissellement et le lessivage de substances.

---

<sup>16</sup> RS 814.20; RO 1997 2243

Les contributions d'estivage font désormais partie des paiements directs écologiques. Elles servent à assurer l'exploitation de la région d'estivage en dehors de la surface agricole utile proprement dite. Elles contribuent d'une manière substantielle à la protection et à l'entretien du paysage rural et, par là, à la sauvegarde du caractère particulier de ces régions.

### Systématique des paiements directs

Tableau synoptique 2

#### - Paiements directs généraux

|  | <i>Surfaces</i>   | <i>Animaux</i>   |
|--|---|--|
| <i>Promotion de l'exploitation des terres sur l'ensemble du territoire</i> | Contributions à la surface                                    | Contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers |
| <i>Compensation des conditions de production difficiles</i>                | Contr. générales pour terrains et surfaces viticoles en pente | Contributions pour la garde d'animaux dans des conditions difficiles     |

#### - Paiements directs écologiques

##### Contributions écologiques

- culture biologique
- surfaces de compensation écologique
- garde d'animaux de rente
- programmes de culture extensive

##### Contributions écologiques pour la protection des eaux

##### Contributions d'estivage

## 142 Domaines de dépenses exclus des enveloppes financières

C'est pour garantir une plus grande souplesse que les dépenses consenties pour l'administration, la recherche, la vulgarisation agricole et la lutte contre les ravageurs et les maladies des plantes ne seront pas réglées dans le cadre des enveloppes financières. En effet, elles n'entrent pas dans le cadre prévu par l'art. 6 L'Agr.

Restent comme possibilité d'intervention en dehors des enveloppes financières, les mesures de durée limitée destinées à alléger le marché (art. 13 LAgr), que la Confédération peut prendre en vertu de l'art. 5, al. 2, LAgr (mesures visant à améliorer les revenus).

Ne relèveront pas non plus du champ d'application des enveloppes financières les dépenses relatives aux stations fédérales de recherches et d'essais (stations de recherches) ni celles du haras fédéral. Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les stations de recherches seront gérées par mandat de prestations et enveloppe budgétaire (GMEB), les moyens financiers devant être obtenus à l'aide de crédits par la voie budgétaire ordinaire.

Parmi les autres dépenses en faveur de l'agriculture, on relèvera les allocations familiales, le remboursement de l'impôt sur les carburants et, indirectement, les contributions à l'exportation de produits agricoles transformés. Elles ne sont pas administrées par l'Office fédéral de l'agriculture et n'entrent pas dans le montant des enveloppes financières demandées.

## **15 Montants nécessaires**

### **151 Accomplissement des tâches et évolution structurelle supportable au plan social**

Les moyens financiers affectés à la politique agricole doivent, en premier lieu, être suffisants pour permettre à l'agriculture d'assumer ses tâches constitutionnelles. Depuis la Seconde Guerre mondiale, cette condition a toujours été remplie. Comme nous l'avons exposé ci-dessus, les instruments de la politique agricole continuent d'être développés en vue d'une utilisation ciblée des fonds disponibles. Ce soutien reste adapté à la structure particulière de l'agriculture suisse, caractérisée par un grand nombre de petites exploitations. Lors des débats parlementaires sur la politique agricole 2002, les propositions visant à accélérer l'évolution structurelle ont été rejetées au profit d'une évolution socialement supportable, suivant le rythme des générations, laquelle devrait néanmoins conduire à des structures compétitives. Les fonds réservés à l'agriculture dans le plan financier 2000 à 2002 du 28 septembre 1998 suffisent à cet effet. Les montants des paiements directs versés par hectare et par animal devraient rester stables. Par contre, le soutien lié aux produits diminuera progressivement. La rationalisation et la diminution des coûts devraient permettre de compenser la baisse des prix qui en résultera.

Les incidences financières de la réforme agricole ont été suivies dès le début. Ainsi, l'Institut d'économie rurale de l'EPF de Zurich a évalué les conséquences de l'accord de l'OMC<sup>17)</sup> sur l'agriculture<sup>18)</sup>. Ce même institut a été mandaté pour apprécier l'impact de la politique agricole 2002<sup>19)</sup>. L'objectif principal consistait à réduire de moitié l'écart entre la Suisse et l'Union européenne en ce qui concerne les prix à la production des denrées agricoles. On a admis l'hypothèse d'une augmentation de la productivité de 1 % par année et une diminution annuelle du nombre d'exploitations (évolution structurelle) de 2 %. Les auteurs de l'étude ont établi le besoin en paiements directs de telle façon que le revenu des agriculteurs ayant réussi à s'adapter aux nouvelles conditions augmente de 1 % par an. Les résultats sont présentés dans le message sous le chiffre 311<sup>20)</sup>. En considération des limites prévisibles des paiements directs, il était déjà clair à ce moment-là que les aides à l'investissement devraient constituer une partie du montant supplémentaire nécessaire. Au total, les paiements directs et les crédits d'investissements indispensables s'élèvent à 1.2 milliard de francs. Après avoir adopté le message relatif à la Politique agricole 2002, le Conseil fédéral a prévu une nouvelle répartition des fonds dans les plans financiers; en raison de la mise en oeuvre de la nouvelle politique agricole, les moyens financiers passeront de la garantie des prix et de l'écoulement aux paiements directs et aux aides à l'investissement.

Lors du débat portant sur le message relatif à PA 2002, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a exigé des explications complémentaires concernant les conséquences de cette redistribution sur l'agriculture et

---

17 Message 2 GATT, chiffre 431.11; FF 1992 IV 1171

18 Rieder P., Rösti A., Jörin R.: Auswirkungen der GATT-Uruguay-Runde auf die schweizerische Landwirtschaft, Zürich 1994

19 Rieder P., Rösti A., Jörin R.: Auswirkungen der Agrarpolitik 2002, notwendige Stützung für die Landwirtschaft in Abhängigkeit veränderter Rahmenbedingungen, Zürich 1996

20 Message sur la Politique agricole 2002; FF 1996 IV 288

les perspectives financières. Dans un rapport complémentaire<sup>21</sup>), l'administration a circonscrit les perspectives présentées dans le message précité.

La disposition transitoire inscrite à l'art. 187, al. 12, L'Agr prescrit la réduction des moyens financiers destinés au soutien du marché. Dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, ces fonds devront diminuer d'un tiers par rapport au niveau de 1998, ce qui équivaut à un montant d'à peine 400 millions de francs. Les enveloppes financières pour les années 2000 à 2003 ont été calculées en conséquence (cf. ch. 23).

Vu la situation tendue en matière de revenus agricoles, la diminution du soutien du marché liée à la mise en oeuvre de la Politique agricole 2002 et le plafonnement de la plupart des chiffres contenus dans le plan financier, le Conseil fédéral ne propose pas d'autres réductions des dépenses agricoles dans son message concernant le programme de stabilisation de 1998.

## **153 Nouvelles conditions-cadre et revenu agricole**

### **153.1 Evolution du revenu sectoriel**

Pour apprécier la situation économique de l'agriculture au sens de l'art. 5 L'Agr, on se fonde surtout sur les comptes globaux de l'agriculture. Ceux-ci sont établis par le secrétariat de l'Union suisse des paysans (USP), sur mandat et sous la surveillance de l'OFAG et de l'Office fédéral de la statistique (OFS), conformément au système européen des comptes généraux de l'économie publique (Eurostat). Reconnue au plan international, cette méthode permet de comparer nos données avec celles d'autres pays. Les résultats sont transmis à diverses organisations internationales, dont l'OCDE et l'ONU.

Les comptes économiques de l'agriculture saisissent, d'une part, la production finale, qui correspond à la valeur de l'ensemble des denrées agricoles produites en Suisse et, d'autre part, les transferts à l'agriculture (subventions). La somme des

<sup>21</sup> Rapport complémentaire sur le message concernant la réforme de la politique agricole: deuxième étape (Politique agricole 2002) à la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national sur 2<sup>e</sup> proposition Kühne, motion d'ordre 38 Strahm, motion d'ordre 86 David, janvier 1997

deux chiffres représente les recettes tirées de l'activité agricole. En sont déduits les prestations préliminaires et les impôts liés à la production. On obtient ainsi la valeur ajoutée réalisée par l'agriculture (valeur ajoutée brute au coût des facteurs). Cette dernière comprend aussi bien les amortissements, les intérêts versés sur les dettes, les fermages et le salaire des employés que le revenu de la main-d'oeuvre familiale rémunérant à la fois le travail et le capital propre investi. Les résultats des calculs sont publiés annuellement<sup>22</sup>.

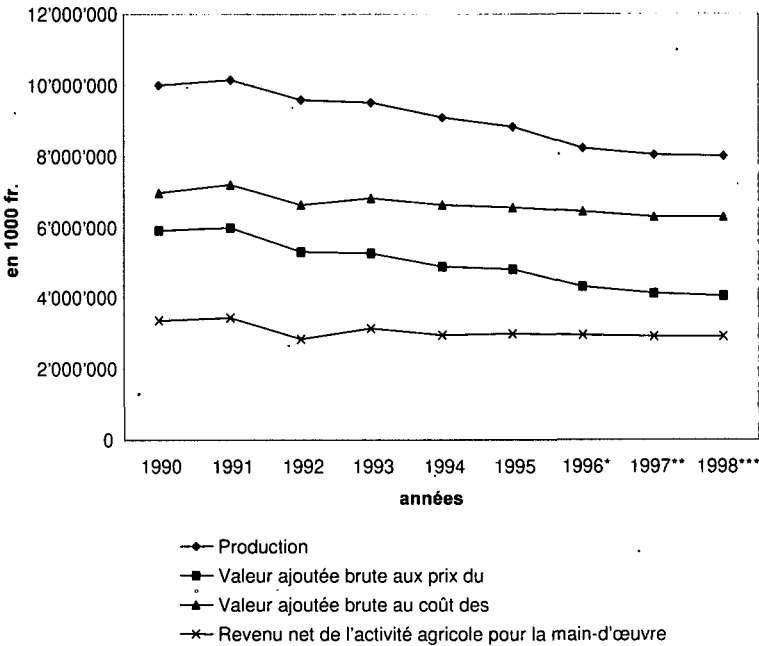
La figure 1 illustre l'évolution de la production finale, de la valeur ajoutée et des revenus nets depuis 1990 (cf. tab. 3.6 en annexe). Elle reflète, à partir de 1993, l'effet produit par la première étape de la réforme agricole, qui a consisté à séparer la politique des prix de celle des revenus. Alors que la valeur de la production finale diminue suite à la baisse des prix, on enregistre une augmentation des transferts (surtout paiements directs), c'est-à-dire de la différence entre la valeur ajoutée brute aux prix du marché et la même valeur au coût des facteurs. Quant au revenu sectoriel, il est resté stable pendant cette période. Il est à noter que la valeur de la production finale et le revenu ont chuté juste avant le début de la réforme, soit de 1989 à 1990. A cette époque, il était devenu impossible de maintenir le niveau des prix, et les paiements directs n'avaient pas encore été institués. C'est leur introduction qui mit finalement un terme à cette évolution.

---

<sup>22</sup> Statistiques et évaluation de l'USP sur l'agriculture et l'alimentation: Comptes économiques de l'agriculture suisse et produit national brut, Brougg 1998

Figure 1

**Evolution de la production finale, de la valeur ajoutée et du revenu net aux prix courants (de 1990 à 1998)**



\* provisoire, 22.12.97  
 \*\* estimation 22.12.97  
 \*\*\* estimation 19.8.98

Calculs du Secrétariat de l'Union Suisse des Paysans  
 Source: UPS, Statistiques et évaluations

Pour que la Suisse puisse maintenir ses parts de marché, on considère qu'il est nécessaire, dans une première étape, de réduire de moitié l'écart de prix par rapport à l'UE. La diminution des fonds destinés au soutien des prix, prévue à l'art. 187, al. 12, L'Agr entraînera donc une baisse des prix, qui ne sera plus com-

pensée par une augmentation des paiements directs. En effet, on estime que les taux qui seront fixés dans l'ordonnance de 1999 sur les paiements directs ne seront plus relevés. Le montant total disponible devra correspondre à la participation accrue aux programmes écologiques et permettre le versement de contributions pour les animaux consommant des fourrages grossiers. On peut par contre s'attendre à une réduction des coûts suite à l'augmentation de la productivité et à l'évolution structurelle.

Ces deux dernières années, la Station fédérale de recherches en économie et technologie agricoles de Tänikon (FAT) a développé un modèle permettant de simuler divers scénarios fondés sur les comptes économiques de l'agriculture. Le tableau 1 indique les résultats du scénario «Politique agricole 2002».

Tableau 1

### Comptabilité du secteur agricole 1998 à 2003

Données en millions de francs

|  | 1998 <sup>1)</sup> | Modélisation  |              |              |              |
|--|--------------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
|  |                    | 2000          | 2001         | 2002         | 2003         |
| Production finale  | 7 993              | 7 447         | 7 339        | 7 254        | 7 069        |
| Subventions  | 2 500              | 2 569         | 2 547        | 2 588        | 2 626        |
| <b>Total (product. finale + subvent.)</b>                          | <b>10 493</b>      | <b>10 016</b> | <b>9 886</b> | <b>9 842</b> | <b>9 695</b> |
| Consommation intermédiaire   | 3 933              | 3 773         | 3 746        | 3 676        | 3 605        |
| Amortissements totaux  | 1 865              | 1 864         | 1 814        | 1 794        | 1 773        |
| Autres coûts structurels<br>(impôts, intérêts, fermages, salaires) | 1 775              | 1 826         | 1 809        | 1 815        | 1 828        |
| <b>Revenu net de la famille</b>                                    | <b>2 920</b>       | <b>2 553</b>  | <b>2 517</b> | <b>2 557</b> | <b>2 489</b> |
| Variations par rapport à 1998 en pour-cent                         |                    | - 12.6 %      | - 13.8 %     | - 12.4 %     | - 14.8 %     |

<sup>1)</sup> Estimation, état 19.8.1998, calculs du Secrétariat de l'Union Suisse des Paysans

Le rapport de la FAT<sup>23</sup> expose le mode de calcul et les hypothèses formulées sur la base des données fournies par l'OFAG.

D'après les modélisations, la valeur de la production finale baissera de 12 % et les coûts de quelque 5 % dans la période de 1998 à 2003, alors que les paiements directs (subventions) devraient augmenter de 5 %. Cette progression ne sera pas imputable à des taux de contributions plus élevés mais à une participation probablement accrue aux programmes écologiques et aux contributions pour les animaux consommant des fourrages grossiers. Les modélisations montrent par ailleurs une diminution de revenu de près de 15 %, ce qui équivaut à une baisse de 2,5 à 3 % par an. Afin que le revenu par unité de main-d'oeuvre reste stable, il faudrait donc que les unités de main-d'oeuvre agricole diminuent dans la même proportion. La valeur estimée est donc supérieure aux 2 %, sur lesquels on se fondait jusqu'à présent<sup>24</sup>. La pression économique accrue et la reprise conjoncturelle pourraient effectivement déclencher un exode rural de cet ordre de grandeur. L'évolution de l'agriculture devrait néanmoins être socialement supportable.

### 153.2 Evolution du revenu des exploitations

Selon l'art. 5, al. 1, les mesures prévues dans la L'Agr. ont pour objectif de permettre aux exploitations remplissant les critères de durabilité et de performance économique de réaliser, en moyenne pluriannuelle, un revenu comparable à celui de la population active dans les autres secteurs économiques. Le mode d'appréciation du revenu sera réglé par voie d'ordonnance dans le cadre des nouveaux textes adoptés en prévision de PA 2002.

La comparaison des revenus qui permet d'apprécier la situation économique de l'agriculture se fonde sur les résultats comptables de la FAT (env. 3500 exploitations). Or, on enregistre généralement une grande dispersion des chiffres clés relatifs aux revenus, comme le confirme le tableau 2.

23 FAT, Entwicklung der landwirtschaftlichen Gesamtrechnung bis 2003, Ergebnis des Sektoralen Informations- und Prognosesystems für die Landwirtschaft Schweiz (SILAS), Tänikon 1998

24 Message sur la Politique agricole 2002; FF 1996 IV 288

## Chiffres-clés des exploitations-témoins PI et Bio de la FAT pour 1995 à 1997

Classement selon le revenu du travail par unité de main-d'oeuvre normale\* de la famille dans la région I (zone de grandes cultures et zones intermédiaires)

|                                    |      | Moyenne | classées en fonction du revenu du travail |                      |                        |
|------------------------------------|------|---------|---|----------------------|------------------------|
|                                    |      | 95-97   | tranche infér.<br>25 %                    | médiane 50 %<br>50 % | tranche supér.<br>25 % |
| Nombre total d'exploitations       |      | 4 498   | 1 124                                     | 2 250                | 1 124                  |
| dont exploitations en fermage      |      | 768     | 120                                       | 376                  | 272                    |
| Surface agricole utile             | ha   | 20.24   | 18.75                                     | 19.51                | 23.20                  |
| Terres ouvertes                    | ha   | 9.79    | 8.1                                       | 9.0                  | 12.99                  |
| Vaches, total                      | nbre | 15.8    | 15.8                                      | 16.2                 | 15.0                   |
| Animaux, total                     | UGB  | 26.8    | 26.4                                      | 26.4                 | 28.1                   |
| Actif total                        | fr.  | 758 183 | 813 570                                   | 718 039              | 783 164                |
| dont capital propre total          | fr.  | 438 050 | 455 564                                   | 416 244              | 464 196                |
| Rendement brut total               | fr.  | 236 412 | 204 013                                   | 224 378              | 293 202                |
| dont paiements directs             | fr.  | 35 999  | 33 983                                    | 34 567               | 40 884                 |
| Charges matérielles                | fr.  | 128 643 | 129 548                                   | 121 446              | 142 144                |
| Revenu social                      | fr.  | 107 769 | 74 609                                    | 102 932              | 150 758                |
| Frais des employés                 | fr.  | 19 660  | 22 774                                    | 15 877               | 24 123                 |
| Intérêts des dettes                | fr.  | 11 382  | 13 707                                    | 10 597               | 10 628                 |
| Fermages                           | fr.  | 7 995   | 5 863                                     | 7 666                | 10 786                 |
| Revenu agricole                    | fr.  | 68 732  | 32 121                                    | 68 792               | 105 221                |
| Revenu accessoire                  | fr.  | 14 979  | 19 664                                    | 13 371               | 13 512                 |
| Revenu total                       | fr.  | 83 711  | 51 785                                    | 82 163               | 118 733                |
| Consommation de la famille         | fr.  | 68 825  | 63 050                                    | 67 528               | 77 193                 |
| Formation de capital propre        | fr.  | 14 886  | - 11 265                                  | 14 635               | 41 540                 |
| Revenu du travail par UMON*famille | fr.  | 39 695  | 11 514                                    | 38 393               | 75 754                 |

\* Unité de main-d'oeuvre normale (UMON) = nombre de journées de travail par an divisé par 280.

Les membres de la famille qui travaillent plus de 280 jours comptent comme une unité de main-d'oeuvre normale.

Remarque: le calcul de l'intérêt servi sur le capital propre se fonde sur le taux d'intérêt applicable aux obligations de la Confédération (1995: 4.57%; 1996: 4.0%; 1997: 3.4%)

Source: FAT, Dépouillement centralisé des données comptables

Conformément à l'art. 5, al. 1, LAgr, la situation économique des exploitations est appréciée en fonction du revenu de la population active dans les autres secteurs économiques de la même région. C'est pourquoi les indicateurs relatifs à la compétitivité et à la viabilité des exploitations sont calculés par région. Ainsi, le revenu des paysans de montagne est comparé avec les salaires d'employés travaillant dans cette région. A cet effet, l'ordonnance dont il a été question plus haut distribue les exploitations agricoles en trois régions:

- région 1: zone de grandes cultures et zones intermédiaires;
- région 2: zone des collines et zone de montagne I;
- région 3: zones de montagne II à IV.

Pour 1996, on a réparti les exploitations entre les régions définies ci-dessus en fonction du revenu de travail annuel par unité de main-d'oeuvre normale (tab. 3).

Tableau 3

**Revenu du travail: moyenne des exploitations de 1995 à 1997,  
par région**

|  |     | Région 1 | Région 2 | Région 3 |
|--|-----|----------|----------|----------|
| Nombre d'exploitations                                     |     | 4 498    | 2 605    | 2 366    |
| Revenu du travail, moyenne                                 | fr. | 41 206   | 31 114   | 22 870   |
| Revenu comparable  | fr. | 61 080   | 55 843   | 51 411   |
| Exploitations atteignant ou dépassant le revenu comparable | %   | 18.9     | 10.6     | 5.3      |

Remarque: le calcul de l'intérêt servi sur le capital propre se fonde sur le taux d'intérêt applicable aux obligations de la Confédération (1995: 4,57%; 1996: 4,0%; 1997: 3,4%).

Source: FAT, Dépouillement centralisé des données comptables

L'analyse montre qu'une part des exploitations a réalisé un revenu comparable, la proportion n'étant toutefois pas la même dans toutes les régions. Compte tenu des éléments exposés au chiffre 153.1 et des ressources disponibles, la situation restera probablement inchangée pendant toute la période couverte par les enveloppes financières, à condition, bien sûr, que les hypothèses en matière de diminution de

coûts et d'évolution structurelle, admises dans les calculs, se vérifient. Selon le message concernant la nouvelle loi sur l'agriculture, l'objectif de l'art. 5, al. 1, LAgr est considéré comme atteint si une part importante des exploitations-témoins comptables parvient à réaliser un revenu comparable<sup>25</sup>).

On se référera aussi à l'art. 5, al. 3, LAgr, selon lequel il convient de prendre en considération les autres branches de l'économie et la situation économique de la population non paysanne. La protection et le soutien dont bénéficie notre agriculture se traduisent par des prix élevés et des impôts qui viennent grever le budget des consommateurs et des contribuables. Les fonds servant à les financer sont en règle générale le fruit d'activités exercées dans des conditions de concurrence. L'industrie d'exportation doit couvrir ses frais de production en Suisse tout en écoulant les biens et les services aux prix pratiqués sur les marchés étrangers. C'est pourquoi la population non agricole peut demander que l'allocation du travail et du capital soit efficiente dans l'agriculture également.

---

<sup>25</sup> Message sur la Politique agricole 2002; FF 1996 IV 90

## 2 Partie spéciale

### 21 Aperçu

Comme nous l'avons expliqué au chiffre 14, nous proposons trois enveloppes financières dont le montant se fonde en grande partie sur le plan financier du 28 septembre 1998. Quant aux chiffres prévus pour l'an 2003, ils résultent d'une extrapolation de l'évolution enregistrée les années précédentes.

Toutefois, on constate de légers écarts entre les rubriques du plan financier et les enveloppes financières. Cela vaut également pour la comparaison entre les années. De nouvelles données et des considérations tenant à la structure du plan financier ont conduit à quelques mutations entre les rubriques. Les dépenses totales prévues pour les années 2000 à 2002 ne dépasseront cependant pas le plafond fixé dans le plan financier.

Les tableaux ci-après indiquent la composition des enveloppes financières. Ils font notamment ressortir l'importance accordée actuellement aux diverses mesures. Ces tableaux n'ont qu'un caractère indicatif. Ils ne fixent pas les tranches annuelles ni ne répartissent les montants entre les rubriques budgétaires. Cette tâche incombe au Parlement dans le cadre des délibérations budgétaires annuelles.

Tableau 4

#### Les enveloppes financières: récapitulation

|                                      | 2000                         | 2001        | 2002        | 2003        |               |
|--------------------------------------|------------------------------|-------------|-------------|-------------|---------------|
|                                      | <i>en millions de francs</i> |             |             |             |               |
| Amélioration des bases de production | 221                          | 272         | 272         | 272         | 1037          |
| Production et écoulement             | 994                          | 889         | 820         | 787         | 3490          |
| Paiements directs                    | 2321                         | 2366        | 2396        | 2419        | 9502          |
| <b>Total</b>                         | <b>3536</b>                  | <b>3527</b> | <b>3488</b> | <b>3478</b> | <b>14'029</b> |

Les enveloppes financières couvrent plus de 95 % du budget de l'OFAG. Les chiffres montrent qu'à partir de 2001, les dépenses de la Confédération pour l'agriculture diminueront.

## **22 Amélioration des bases de production**

L'enveloppe financière fixée pour l'amélioration des bases de production résulte de l'évolution des mesures prévue dans le plan financier:

### **a. Aide aux exploitations paysannes**

Les moyens prévus sont mis en réserve pour des prêts sans intérêts qui pourraient être sollicités en plus grand nombre si la situation venait à se détériorer. Il faudra, selon les cas, les redistribuer entre cette rubrique et celle des crédits d'investissements.

### **b. Contributions pour les améliorations structurelles**

Quelque 70 % de ces contributions sont alloués pour des remaniements parcellaires, des dessertes et des adductions d'eau (génie rural). Le solde sert à soutenir la construction et la transformation de bâtiments d'exploitation dans la région de montagne et des collines.

### **c. Crédits d'investissements**

Les moyens prévus servent, d'une part, à financer la nouvelle mesure que constitue l'aide initiale et, d'autre part, à augmenter le soutien aux systèmes de stabulation particulièrement respectueux des animaux.

### **d. Sélection végétale et animale**

Les mesures relevant de ces domaines seront reconduites, mais les dépenses resteront stables.

**Enveloppe financière «amélioration des bases de production»**

|  | 2000  | 2001  | 2002  | 2003  |         |
|--|-------|-------|-------|-------|---------|
| <i>en millions de francs</i>                       |       |       |       |       |         |
| Aide aux exploitations                             | 20.0  | 30.0  | 30.0  | 30.0  | 110.0   |
| Contributions pour les améliorations structurelles | 80.0  | 80.0  | 80.0  | 80.0  | 320.0   |
| Crédits d'investissements                          | 100.0 | 140.0 | 140.0 | 140.0 | 520.0   |
| Sélections végétale et animale                     | 21.0  | 21.5  | 22.0  | 22.5  | 87.0    |
| <b>Total</b>                                       | 221.0 | 271.5 | 272.0 | 272.5 | 1'037.0 |

**23 Promotion de la production et des ventes**

Cette enveloppe financière est en grande partie liée à l'obligation de réduire le soutien du marché prévue à l'art. 187, al. 12, LAgr. Les groupes de produits concernés sont les suivants:

**a. Promotion des ventes**

Afin que la continuité soit assurée, les moyens financiers resteront stables.

**b. Economie laitière**

La diminution obligatoire du soutien agricole pendant la période de quatre ans touche essentiellement le compte laitier. Le Conseil fédéral avait déjà annoncé, dans son message sur la Politique agricole 2002<sup>26)</sup>, que les dépenses pour le soutien du prix du lait devraient être ramenées au niveau de 500 millions de francs en l'espace de cinq ans.

26 Message sur la Politique agricole 2002; FF 1996 IV 94

c. Production animale

Les moyens disponibles resteront stables de 2000 à 2003. Dans le cadre du compte d'Etat, les dépenses sont couvertes à raison d'environ 60 % par le fonds de réserve et par la caisse de compensation du prix des oeufs et des produits à base d'oeufs (CCO), lesquels sont tous deux alimentés par les parts de droits de douane à affectation spéciale perçus sur les importations de viande et d'oeufs.

d. Production végétale

Les moyens disponibles seront fortement réduits en 1998 et en 1999; les primes de culture seront supprimées et les fonds y relatifs (26 millions de francs) seront intégrés aux paiements directs à partir de 2001. C'est cette réaffectation qui explique la différence entre les valeurs ici indiquées et le plan financier 2000 à 2002.

e. Economie viti-vinicole

Les moyens financiers disponibles resteront stables. Les mesures seront entièrement financées par le fonds viticole, lequel est alimenté par une partie des droits de douane prélevés sur les importations de vin, de moût et de jus de raisin. Les fonds demandés de 7,5 millions de francs par année ne comprennent pas les ressources destinées aux contributions pour les terrains viti-vinicoles en pente (terrains en forte pente et en terrasses), lesquelles figureront à la rubrique des paiements directs généraux (ch. 24).

**Enveloppe financière «production et écoulement»**

Tableau 6

|                        | 2000                         | 2001         | 2002         | 2003         |                |
|------------------------|------------------------------|--------------|--------------|--------------|----------------|
|                        | <i>en millions de francs</i> |              |              |              |                |
| Promotion des ventes   | 60.0                         | 60.0         | 60.0         | 60.0         | 240.0          |
| Economie laitière      | 716.2                        | 636.2        | 567.2        | 533.6        | 2'453.2        |
| Production animale     | 49.1                         | 49.4         | 49.4         | 49.4         | 197.3          |
| Production végétale    | 161.6                        | 135.8        | 136.3        | 136.3        | 570.0          |
| Economie viti-vinicole | 7.5                          | 7.5          | 7.5          | 7.5          | 30.0           |
| <b>Total</b>           | <b>994.4</b>                 | <b>888.9</b> | <b>820.4</b> | <b>786.8</b> | <b>3'490.5</b> |

**Obligation légale de réduire le soutien au marché (art. 187, al. 12)**

L'art. 187, al. 12, L'Agr prévoit la réduction des dépenses dans le domaine de la production et du placement. Dans les cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi, la somme des contributions fédérales destinées aux domaines qu'elle mentionne devra être réduite d'un tiers par rapport aux dépenses de 1998.

En raison de l'instauration de nouvelles mesures et des réaffectations précitées des moyens financiers, il est impossible de procéder à une comparaison directe entre le budget de 1998 et l'enveloppe financière. Les montants de référence inscrits au budget 1998 doivent donc correspondre aux mesures mentionnées au titre 2, L'Agr. Il en résulte une somme de dépenses de 1'186 millions de francs pour la production et le placement. En font également partie les dépenses liées à l'économie animale dans le cadre de la caisse de compensation du prix des oeufs et des produits à base d'oeufs ou CCO (14 millions de francs) et du fonds de réserve de la viande (16 millions de francs). Par contre, la somme des dépenses ne comprend pas les fonds qui sont destinés aux mesures relevant de la production végétale et qui entreront désormais dans la rubrique des paiements directs. Cette réaffectation concerne en particulier les contributions pour les jachères vertes et pour l'exploitation extensive. Les rubriques assujetties à la diminution obligatoire

des dépenses en vertu de la loi conduiront à une réduction globale de 395 millions de francs. Ce montant est pris en compte dans les enveloppes financières proposées. Le tableau synoptique 3 récapitule les dépenses soumises à la réduction obligatoire.

*Tableau synoptique 3*

**Budget 1998 rectifié et réduction du soutien  
selon la loi sur l'agriculture (art. 187, al. 12, LAgr)**

*(en millions de francs)*

|  |                   |
|--|-------------------|
| Promotion des ventes (montant prévu dans le budget économie laitière)                                  | 60                |
| Economie laitière (dépenses sans promotion des ventes)   | 881               |
| Economie animale (COO et fonds de réserve «viande» inclus)   | 49                |
| Production végétale (sans l'économie viti-vinicole et sans les fonds transférés aux paiements directs) | 196               |
| <b>Total: production et écoulement (budget 1998 rectifié)</b>  | <b>1186</b>       |
| Réduction du soutien obligatoire art. 187, al. 12, LAgr: 1/3 de 1186                                   | 395               |
| Total: production et écoulement (après réduction du soutien)   | <u><b>791</b></u> |

## **24 Paiements directs**

Selon les estimations de l'OFAG, les montants prévus dans le plan financier pour les paiements directs suffisent à répondre à la participation accrue aux programmes écologiques et à l'octroi de contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers.

Par rapport aux chiffres contenus dans le plan financier 2000 à 2002, les écarts sont les suivants:

- augmentation du montant total en raison de l'intégration, dès 2001, des fonds destinés aux primes de culture;

- seuil plus bas des contributions à la surface en raison des restrictions prévues par la loi et par l'ordonnance (dégression, limite d'âge, limites de fortune et de revenu);
- besoins financiers plus faibles la première année, mais augmentation par la suite pour ce qui est des contributions à la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers;
- croissance accélérée de la participation aux programmes écologiques et intégration de nouveaux éléments dans la compensation écologique - jachères tournantes et bandes culturales extensives, par exemple;
- majoration des contributions d'estivage pour garantir l'exploitation des pâturages.

Voici comment nous envisageons l'évolution des diverses mesures:

a. Contributions à la surface

On s'attend à une légère augmentation jusqu'en 2002. Il est probable qu'après cette date tous les agriculteurs fourniront les prestations écologiques requises et auront donc droit au montant total. Ceux qui ne le feront pas toucheront une contribution réduite à la surface pendant la période transitoire.

b. Contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers

Il faut s'attendre à une légère augmentation du nombre d'animaux donnant droit aux contributions au cours de la période de quatre ans. Si les fonds proposés se révélaient insuffisants, il conviendrait d'adapter le taux des contributions ou les conditions requises en vue de leur octroi.

c. Contributions pour des terrains en pente

Les contributions pour des terrains en pente comprennent les contributions générales pour des terrains en pente et celles allouées pour les surfaces viticoles en forte pente et en terrasses, ces dernières étant financées par le fonds viticole. Etant donné que l'on escompte guère de changements en ce qui concerne les surfaces donnant droit aux contributions, les montants qui sont versés pour des terrains en pente seront reconduits tels quels.

d. Contributions pour la garde d'animaux dans des conditions difficiles

Il n'est pas prévu de modifier les taux des contributions, qui seront reconduites telles quelles.

e. Contributions écologiques

Ce poste budgétaire réunit les fonds destinés aux programmes suivants:

- compensation écologique
- culture biologique
- production extensive
- garde d'animaux de rente particulièrement respectueuse de l'espèce.

La production intégrée ne fait plus partie des programmes écologiques, car l'octroi de paiements directs est désormais subordonné à l'observation des règles y relatives au titre des prestations écologiques requises. Les fonds servant à rétribuer ces prestations sont réservés dans la rubrique des contributions à la surface. Par conséquent, la somme à affecter aux autres programmes écologiques est moins élevée que celle que la Confédération versait jusqu'à présent sous forme de contributions écologiques en vertu de l'article 31b de l'ancienne loi sur l'agriculture. Quelque 230 millions de francs ont été versés en faveur de ces mesures en 1997.

Il est difficile de prévoir la participation des agriculteurs aux programmes écologiques facultatifs, mais on pense que la progression se poursuivra. Les fonds demandés suffisent pour atteindre les objectifs en matière de garde d'animaux et de surfaces de compensation écologique (cf. ch. 3.5 du message sur la PA 2002<sup>27</sup>). En effet, il conviendra de fixer les montants alloués pour ces dernières de sorte qu'un équilibre s'établisse entre leur l'évolution et celle des surfaces affectées à la culture céréalière. La baisse probable des prix des céréales pourrait donc entraîner une diminution des taux de contribution octroyés pour les surfaces de compensation écologique.

---

27 Message sur la Politique agricole 2002, FF 1996 IV 295

f. Contributions écologiques pour la protection des eaux

Ces contributions seront versées pour la première fois en 1999. Conformément à l'article 76, 7e alinéa, de la loi sur l'agriculture, les fonds nécessaires à financer les indemnités prévues à l'article 62a de la loi sur la protection des eaux sont prélevés sur les crédits accordés pour l'octroi des contributions écologiques. Les contributions qui sont prévues se stabiliseront autour des 60 millions de francs à partir de 2001.

g. Contributions d'estivage

La somme des contributions sera augmentée de 25 millions de francs dès l'an 2000 pour grimper à 90 millions de francs. Cette meilleure rétribution de l'estivage assurera l'exploitation de quelque 600'000 hectares de pâturages d'estivage dans les Alpes et dans le Jura.

Tableau 7

**Enveloppe financière «paiements directs»**

|  | 2000        | 2001        | 2002        | 2003        |             |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <i>en millions de francs</i>   |             |             |             |             |             |
| Contributions à la surface   | 1195        | 1207        | 1218        | 1218        | 4838        |
| Contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers | 245         | 252         | 259         | 266         | 1022        |
| Contributions pour des terrains en pente                                 | 112         | 112         | 112         | 112         | 448         |
| Contributions pour la garde d'animaux dans des conditions difficiles     | 267         | 267         | 267         | 267         | 1068        |
| Contributions écologiques  | 362         | 378         | 390         | 406         | 1536        |
| Contributions écologiques pour la protection des eaux                    | 50          | 60          | 60          | 60          | 230         |
| Contributions d'estivage   | 90          | 90          | 90          | 90          | 360         |
| <b>Total</b>   | <b>2321</b> | <b>2366</b> | <b>2396</b> | <b>2419</b> | <b>9502</b> |

### **3 Conséquences**

#### **31 Conséquences financières et effets sur l'état du personnel**

##### **311 Conséquences financières pour la Confédération**

Les enveloppes financières proposées dans le présent arrêté fédéral équivalent aux fonds prévus dans le plan financier 2000 à 2002 et, pour l'an 2003, à l'évolution escomptée. Leur montant total couvre plus de 95 % des dépenses de l'OFAG. Les fonds demandés s'alignent sur le plan financier 2000 à 2002 du 28 septembre 1998 et n'entraînent pas de dépenses supplémentaires par rapport à celui-ci. D'une manière générale, les dépenses annuelles en faveur de l'agriculture se stabiliseront de 2000 à 2003.

##### **312 Effets sur l'état du personnel**

Les enveloppes financières demandées n'auront pas d'effet sur l'état du personnel.

##### **313 Frein aux dépenses**

En vertu de l'art. 88, al. 2, cst., les dispositions législatives et les arrêtés fédéraux de portée générale relatifs aux subventions, ainsi que les crédits d'engagement et les enveloppes financières qui entraînent de nouvelles dépenses uniques de plus de 20 millions de francs ou de nouvelles dépenses périodiques de plus de 2 millions de francs doivent être adoptés à la majorité de tous les membres dans chaque Conseil (majorité qualifiée). Pour la plupart des dépenses liées aux enveloppes prévues, il s'agit d'une reconduction des dispositions actuelles en matière de subventions, ainsi qu'elles ont été présentées dans le message sur la Politique agricole 2002<sup>28</sup>). Lors de l'adoption de la loi sur l'agriculture, les nouveaux critères d'attribution des subventions ont été examinés sous l'angle du frein aux dépenses. Le présent arrêté fédéral est soumis à la même procédure, car il dépasse la limite prévue.

---

<sup>28</sup> Message sur la Politique agricole 2002, 1<sup>re</sup> partie, annexe: Récapitulation des dispositions relatives au subventionnement; FF 1996 IV 367

#### **4 Programme de la législation**

Les enveloppes financières sont un élément de la Politique agricole 2002, qui est mentionnée dans le Programme de la législation 1995 - 1999<sup>29</sup>.

#### **5 Relation avec le droit européen et avec l'accord de l'OMC**

Les enveloppes financières proposées pour l'agriculture ne posent pas de problèmes au plan des affaires économiques extérieures. Comme le présent message ne contient pas de propositions concernant l'adaptation de la législation agricole suisse, il ne change en rien le rapport avec le droit européen.

Le projet est conforme au droit de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et, plus particulièrement, aux engagements pris par la Suisse dans le cadre de l'OMC.

#### **6 Base juridique**

L'art. 31 octies, al. 4, cst., prévoit que la Confédération engage des crédits à affectation spéciale du domaine de l'agriculture et des moyens généraux de la Confédération pour financer les diverses mesures. Cette disposition est concrétisée par l'art. 6 LAgr, lequel prévoit que les moyens destinés aux principaux domaines d'application sont autorisés pour quatre ans au maximum par arrêté fédéral simple, sur la base d'un message du Conseil fédéral. Cet arrêté n'est pas sujet au référendum.

---

<sup>29</sup> FF 1996 II 290 ss

## Tableaux relatifs à la politique agricole

### Liste des tableaux

La présente annexe actualise les tableaux du message sur la Politique agricole 2002<sup>30</sup>.

- 1 Structure**
  - 1.1 Evolution du nombre des exploitations agricoles
  - 1.2 Entreprises exploitées à titre principal ou accessoire, surface agricole utile dans les régions de plaine et de montagne en 1996
  - 1.3 Moyen de traction et équipement technique
  - 1.4 Emploi dans l'agriculture en 1996
  - 1.5 Personnes actives dans l'ensemble de l'économie et dans l'agriculture
- 2 Consommation de denrées alimentaires et dépenses / commerce extérieur**
  - 2.1 Taux de croissance démographique, de la production de denrées alimentaires et de la production par habitant de 1970 à 1990 et pronostic pour 1990 à 2010
  - 2.2 Consommation de denrées alimentaires en Suisse
  - 2.3 Part de l'alimentation dans les dépenses des ménages
  - 2.4 Taux d'auto-provisionnement
  - 2.5 Importations et exportations de produits agricoles et apparentés
  - 2.6 Evolution des prix d'importation de quelques produits agricoles
- 3 Quantités et prix**
  - 3.1 Comparaison des prix à la production dans la CE et en Suisse
  - 3.2 Indice des prix des principaux agents de production agricoles
  - 3.3 Evolution des indices des prix des produits et des agents de production agricoles
  - 3.4 Production finale par branche d'exploitation
  - 3.5 Evolution des volumes et des prix
  - 3.6 Les comptes économiques de l'agriculture suisse aux prix courants

---

<sup>30</sup> Message sur la Politique agricole 2002; FF 1996 IV 405 ss

- 4 Résultats des exploitations-témoins**
  - 4.1 Principaux résultats des exploitations-témoins 1995/1997
  - 4.2 Actifs et passifs dans les exploitations en propriété ou affermées 1995/1997
  - 4.3 Evolution comparée des revenus des exploitations de plaine et des collines et des exploitations de montagne
- 5 Amélioration des bases de production**
  - 5.1 Contributions à la formation et à la vulgarisation
  - 5.2 Fréquentation des écoles et nombre de candidats ayant réussi les examens
  - 5.3 Projets d'améliorations structurelles approuvées 1997
  - 5.4 Prêts d'investissements accordés 1997
- 6 Production agricole**
  - 6.1 Evolution des surfaces de terres ouvertes
  - 6.2 Evolution des rendements à l'hectare de diverses cultures
  - 6.3 Evolution des effectifs d'animaux
  - 6.4 Evolution de l'effectif de vaches, de la productivité laitière et des livraisons
  - 6.5 Estivage du bétail en Suisse 1997
  - 6.6 Production suisse et auto-provisionnement en bétail de boucherie et en viande
  - 6.7 Consommation totale de viande, par habitant, et composition
- 7 Paiements directs**
  - 7.1 Paiements directs à l'agriculture
- 8 Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation**
  - 8.1 Dépenses de l'Office fédéral de l'agriculture

# 1 Structure

## 1.1 Evolution du nombre des exploitations agricoles

Tableau 1.1

| Année              | Exploitations agricoles <sup>1)</sup> | Diminution | Diminution annuelle moyenne |
|--------------------|---------------------------------------|------------|-----------------------------|
|                    | nombre                                | nombre     | %                           |
| 1985               | 98 759                                |            |                             |
| 1990               | 92 815                                | - 5 944    | -1,2                        |
| 1996 <sup>2)</sup> | 79 479                                | 13 336     | -2,6                        |

<sup>1)</sup> sans les petits producteurs  
<sup>2)</sup> l'Office fédéral de la statistique (OFS) a utilisé, pour la première fois, à l'occasion du recensement 1996 la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA), qui se base sur le système européen. De ce fait, en comparaison de l'année 1990, environ 16'000 petites exploitations n'ont pas été recensées. Les résultats de 1996 sont difficilement comparables avec les données des recensements précédents. L'OFS a recalculé sur la base des nouvelles normes les données les plus importantes (par ex. le nombre d'exploitations)

Sources: OFS, Recensements fédéraux des entreprises et de l'agriculture

## 1.2 Entreprises exploitées à titre principal ou accessoire, surface agricole utile dans les régions de plaine et de montagne en 1996

Tableau 1.2

| Critère Région   | Entreprises à titre principal | Entreprises à titre accessoire | Total des exploitations agricoles | Entreprises à titre principal | Entreprises à titre accessoire | Total des exploitations agricoles |
|--|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|
| <i>Surface agricole utile</i>  | ha                            | ha                             | ha                                | %                             | %                              | %                                 |
| Plaine et collines   | 605 187                       | 62 065                         | 667 252                           | 55.9                          | 5.7                            | 61.6                              |
| Montagne   | 367 291                       | 48 333                         | 415 624                           | 33.9                          | 4.5                            | 38.4                              |
| Suisse total   | 972 478                       | 110 398                        | 1 082 876 <sup>2)</sup>           | 89.8                          | 10,2                           | 100                               |
| <i>Nombre d'exploitations</i>  | nombre                        | nombre                         | nombre                            | %                             | %                              | %                                 |
| Plaine et collines   | 33 603                        | 13 183                         | 46 786                            | 42.3                          | 16.6                           | 58.9                              |
| Montagne   | 22 348                        | 10 345                         | 32 693                            | 28.1                          | 13.0                           | 41.1                              |
| Suisse total   | 55 951                        | 23 528                         | 79 479                            | 70.4                          | 29.6                           | 100                               |
| <i>Surface agricole utile moyenne<sup>1)</sup></i>   | ha/entreprise                 | ha/entreprise                  | ha/entreprise                     |                               |                                |                                   |
| Plaine et collines   | 18.0                          | 4.7                            | 14.3                              |                               |                                |                                   |
| Montagne   | 16.4                          | 4.7                            | 12.7                              |                               |                                |                                   |
| Suisse total   | 17.4                          | 4.7                            | 13.6                              |                               |                                |                                   |
| <sup>1)</sup> sans les pâturages d'estivage calculés en fonction du rendement  |                               |                                |                                   |                               |                                |                                   |
| <sup>2)</sup> sans les petits producteurs  |                               |                                |                                   |                               |                                |                                   |
| <sup>3)</sup> s'y ajoute la surface des petits producteurs (4 688 ha); la SAU totale de la Suisse est de 1 071 346 ha (surface des entreprises horticoles et pâturage d'estivage exclus) |                               |                                |                                   |                               |                                |                                   |

Source: OFS, Recensement fédéral des entreprises agricoles 1996

### 1.3 Moyens de traction et équipement technique

Tableau 1.3

| Machines, installations                             | 1985    | 1990    | 1996    |
|---|---------|---------|---------|
| Tracteurs à quatre roues et tracteurs à chenilles   | 103 913 | 112 225 | 112 003 |
| Transporteurs                                       | 22 920  | 24 102  | 24 187  |
| Charrues  | 36 355  | 42 531  | 35 363  |
| Motofaucheuses                                      | 89 760  | 91 085  | 82 759  |
| Faucheuses-conditionneuses                          | 24 709  | 26 245  | 36 935  |
| Faucheuses à deux essieux                           | 3 801   | 6 952   | 10 846  |
| Moissonneuses-batteuses                             | 4 551   | 3 998   | 3 880   |
| Installations de séchage du foin                    | 38 881  | 43 435  | 44 833  |
| Installation avec griffe mobile                     | 2 918   | 4 775   | 8 836   |
| Installations de traite directe et salles de traite | 3 026   | 5 791   | 10 123  |
|   | 567     | 1 155   | 2 434   |
| Stabulation entravée <sup>1)</sup>                  |         | 63 658  | 50 434  |
| Stabulation libre <sup>1)</sup>                     |         | 25 649  | 29 432  |

<sup>1)</sup> en 1985, les systèmes de stabulation n'étaient pas recensés selon ces critères

Sources: OFS, Recensements fédéraux des entreprises et de l'agriculture

## 1.4 Emplois dans l'agriculture en 1996

Tableau 1.4

| Catégorie  |              | A plein temps <sup>b)</sup> | A temps partiel | Total          |
|--|--------------|-----------------------------|-----------------|----------------|
| Chefs d'exploitation   | hommes       | 59 560                      | 20 831          | 80 391         |
|  | femmes       | 1 505                       | 1 375           | 2 880          |
| Autres membres de la famille   | hommes       | 13 828                      | 25 118          | 38 946         |
|  | femmes       | 14 146                      | 65 950          | 80 096         |
| <b>Main-d'œuvre familiale</b>  | <b>total</b> | <b>89 039</b>               | <b>113 214</b>  | <b>202 313</b> |
| Main-d'œuvre suisse non familiale  | hommes       | 11 435                      | 6 188           | 17 623         |
|  | femmes       | 2 851                       | 4 976           | 7 827          |
| Main-d'œuvre étrangère   | hommes       | 8 726                       | 4 949           | 13 675         |
|  | femmes       | 1 528                       | 3 602           | 5 130          |
| <b>Main-d'œuvre non familiale</b>  | <b>total</b> | <b>24 540</b>               | <b>19 715</b>   | <b>44 255</b>  |
| <b>Main-d'œuvre au total</b>   |              | <b>113 579</b>              | <b>132 989</b>  | <b>246 568</b> |
| <sup>b)</sup> par personne employée à plein temps, on entend une personne consacrant du moins 75% de son temps de travail à l'exploitation |              |                             |                 |                |

Source: OFS, Recensement fédéral des entreprises agricoles 1996

## 1.5 Personnes actives dans l'ensemble de l'économie et dans l'agriculture

Tableau 1.5

| Année              | Personnes actives dans l'ensemble de l'économie | Personnes actives dans l'agriculture |                             |      |
|--------------------|---|--------------------------------------|-----------------------------|------|
|                    | nombre  | nombre                               | diminution annuelle-moyenne | part |
|                    | en 1000   | en 1000                              | %                           | %    |
| 1960               | 2 717 <sup>1)</sup>                             | 360 <sup>2)</sup>                    |                             | 13,3 |
| 1970               | 3 143 <sup>1)</sup>                             | 237 <sup>2)</sup>                    | 4,1                         | 7,5  |
| 1980               | 3 166 <sup>1)</sup>                             | 181 <sup>2)</sup>                    | 2,8                         | 5,7  |
| 1991 <sup>3)</sup> | 3 898   | 166                                  |                             | 4,3  |
| 1992               | 3 827   | 162                                  |                             | 4,2  |
| 1993               | 3 793   | 165                                  |                             | 4,3  |
| 1994               | 3 785   | 157                                  |                             | 4,1  |
| 1995               | 3 802   | 163                                  |                             | 4,3  |
| 1996               | 3 813   | 172                                  |                             | 4,5  |
| 1997 <sup>4)</sup> | 3 803   | 176                                  |                             | 4,6  |

<sup>1)</sup> résultats des recensements fédéraux de la population, personnes actives à plein temps et à temps partiel

<sup>2)</sup> résultats des recensements fédéraux des exploitations et de l'agriculture, unités de main-d'oeuvre, conversion sur la base du temps de travail annuel d'une personne active à plein temps dans l'agriculture

<sup>3)</sup> en 1991, l'Office fédéral de la statistique a introduit une nouvelle méthode d'estimation pour la statistique portant sur la population active. Les valeurs de 1991 ont été adaptées a posteriori. Les données relatives aux personnes occupées dans l'agriculture ne sont plus saisies séparément: depuis 1991, les résultats se réfèrent au secteur primaire entier, comprenant l'agriculture, l'horticulture et l'économie forestière. A partir de 1990, les chiffres sont des moyennes annuelles

<sup>4)</sup> données provisoires

Source: Office fédéral de la statistique, statistique de la population active

## 2 Consommation de denrées alimentaires et dépenses / commerce extérieur

### 2.1 Taux de la croissance démographique, de la production de denrées alimentaires et de la production par habitant de 1970 à 1990 et pronostic pour 1990 à 2010

Tableau 2.1

| Pays                                   |           | Croissance démographique | Croissance de la production de denrées alimentaires <sup>1)</sup> | Croissance de la production par habitant <sup>1)</sup> |
|--|-----------|--------------------------|---|--|
|  |           | % par année              | % par année   | % par année  |
| Monde                                  | 1970-1990 | 1,8                      | 2,3   | 0,5  |
|  | 1990-2010 | 1,6                      | 1,8   | 0,2  |
| Pays industrialisés                    | 1970-1990 | 0,8                      | 1,4   | 0,6  |
|  | 1990-2010 | 0,5                      | 0,7   | 0,2  |
| Pays en développement (Chine comprise) | 1970-1990 | 2,2                      | 3,3   | 1,1  |
|  | 1990-2010 | 1,8                      | 2,6   | 0,8  |
| dont:                                  |           |                          |   |  |
| Afrique subsaharienne                  | 1970-1990 | 3,0                      | 1,9   | - 1,1  |
|  | 1990-2010 | 3,2                      | 3,0   | - 0,2  |
| Proche Orient + Afrique du Nord        | 1970-1990 | 2,8                      | 3,1   | 0,3  |
|  | 1990-2010 | 2,4                      | 2,7   | 0,3  |
| Amérique latine                        | 1970-1990 | 2,3                      | 2,9   | 0,6  |
|  | 1990-2010 | 1,7                      | 2,3   | 0,6  |
| Asie Est                               | 1970-1990 | 1,7                      | 4,1   | 2,4  |
|  | 1990-2010 | 1,2                      | 2,7   | 1,5  |
| Asie Sud                               | 1970-1990 | 2,4                      | 3,1   | 0,7  |
|  | 1990-2010 | 2,0                      | 2,6   | 0,6  |

<sup>1)</sup> le pronostic pour 2010 se fonde sur la période de 1988/90

Source: FAO, Agriculture: Towards 2010 (Rome, 1995)

## 2.2 Consommation de denrées alimentaires en Suisse

Tableau 2.2

| Désignation  |                      | 1979/80 | 1995/96 | Variation<br>% |
|--|----------------------|---------|---------|----------------|
| <i>Population</i>                                  | en 1000<br>personnes | 6 368   | 7 224   | + 13           |
| <i>Consommation par habitant</i>                   |                      |         |         |                |
| Céréales (farine), riz, etc.                       | kg/an                | 72      | 72      | --             |
| Pommes de terre                                    | kg/an                | 48      | 45      | - 6            |
| Sucre  | kg/an                | 41      | 42      | + 2            |
| Légumes  | kg/an                | 67      | 77      | + 15           |
| Fruits   | kg/an                | 92      | 81      | - 12           |
| Viande désossée                                    | kg/an                | 63      | 57      | - 9            |
| Oeufs et conserves d'oeufs                         | kg/an                | 12      | 10      | - 16           |
| Lait de consommation                               | kg/an                | 131     | 111     | - 15           |
| Fromage  | kg/an                | 12      | 15      | + 25           |
| Beurre   | kg/an                | 8       | 6       | - 25           |
| Graisses et huiles végétales                       | kg/an                | 13      | 14      | + 8            |
| <i>Denrées alimentaires au total par habitant</i>  |                      |         |         |                |
| végétales  | kilojoules/jour      | 8 896   | 8 883   | --             |
| animales   | kilojoules/jour      | 5 168   | 4 764   | - 8            |
| Total  | kilojoules/jour      | 14 064  | 13 647  | - 3            |
| <i>Consommation totale de denrées alimentaires</i> |                      |         |         |                |
| Total  | térajoules/an        | 33 142  | 35 717  | + 8            |

Source: SPS, Statistiques et évaluations

## 2.3 Part de l'alimentation dans les dépenses des ménages

Dépenses d'alimentation, boissons non comprises

Tableau 2.3

| Année              | Budgets des ménages                            |  | Comptes nationaux <sup>3)</sup>             |                              |
|--------------------|--|--|---|------------------------------|
|                    | Part dans les dépenses de ménage <sup>1)</sup> | Part dans les dépenses de consommation <sup>2)</sup> | Part à la consommation finale <sup>4)</sup> | Diminution moyenne par année |
|                    | %  | %  | %   | %                            |
| 1960 <sup>5)</sup> | 26,5   | 31,5   | 25,5  | 1,5                          |
| 1970 <sup>5)</sup> | 19,4   | 23,9   | 21,9  | 0,9                          |
| 1980 <sup>5)</sup> | 13,0   | 17,5   | 20,1  | 0,5                          |
| 1990 <sup>6)</sup> | 10,6   | 15,4   | 19,2  | 1,6                          |
| 1991 <sup>7)</sup> | 10,5   | 15,0   | 18,9  | 3,2                          |
| 1992 <sup>7)</sup> | 9,7  | 14,0   | 18,3  | 2,2                          |
| 1993               | <sup>8)</sup>                                  | <sup>8)</sup>  | 17,9  | 1,1                          |
| 1994               | <sup>8)</sup>                                  | <sup>8)</sup>  | 17,7  | 29,9 <sup>9)</sup>           |
| 1995               | <sup>8)</sup>                                  | <sup>8)</sup>  | 12,4 <sup>9)</sup>                          | 1,6                          |
| 1996               | <sup>8)</sup>                                  | <sup>8)</sup>  | 12,2  | 0,8                          |
| 1997               | <sup>8)</sup>                                  | <sup>8)</sup>  | 12,1  |                              |

<sup>1)</sup> dépenses du ménage = ensemble des dépenses, impôts et assurances compris  
<sup>2)</sup> dépenses de consommation = dépenses du ménage, impôts directs et assurances déduits  
<sup>3)</sup> dépenses d'alimentation, repas pris en voyages d'affaires non compris  
<sup>4)</sup> consommation finale des ménages privés = dépenses des ménages privés, déduction faite des impôts directs et des cotisations à titre d'assurance sociale, ainsi que des parts versées à titre d'indemnisation dans le cadre de l'assurance privée  
<sup>5)</sup> enquête de l'OFS menée auprès d'environ 500 ménages de salariés; dépenses pour la consommation alimentaire à domicile, repas pris pendant les vacances et excursions non compris  
<sup>6)</sup> 1990: deux enquêtes de l'OFS menées respectivement auprès de 1994 et 841 ménages  
<sup>7)</sup> 1991 à 1992: enquêtes de l'OFS menées respectivement auprès de 650 ménages  
<sup>8)</sup> des données concernant le budget ne sont plus disponibles jusqu'en 1998  
<sup>9)</sup> modification de la nomenclature: la consommation d'aliments dans les restaurants n'est plus comptabilisée

Sources: OFS, Budgets des ménages, comptes nationaux

## 2.4 Taux d'auto-apvisionnement

Tableau 2.4

| Denrées                                  | 1981             | 1986        |      | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 |
|--|------------------|-------------|------|------|------|------|------|------|
|  | bis<br>1985      | bis<br>1990 | 1991 |      |      |      |      |      |
| En calories digestibles:                 | %                | %           | %    | %    | %    | %    | %    | %    |
| <i>Céréales panifiables</i>              | 94               | 113         | 126  | 115  | 115  | 120  | 134  | 138  |
| <i>Céréales fourragères<sup>9)</sup></i> | 39               | 53          | 62   | 61   | 69   | 70   | 75   | 83   |
| Céréales, total <sup>9)</sup>            | 43               | 56          | 65   | 63   | 68   | 69   | 68   | 71   |
| Pommes de terre comestibles              | 104              | 99          | 107  | 95   | 99   | 92   | 99   | 99   |
| Sucre                                    | 42               | 48          | 44   | 44   | 49   | 40   | 42   | 64   |
| Graisses et huiles végétales             | 19               | 23          | 24   | 22   | 24   | 15   | 20   | 19   |
| Fruits <sup>9)</sup>                     | 79               | 78          | 60   | 78   | 78   | 69   | 71   | 79   |
| Légumes                                  | 54               | 54          | 53   | 56   | 57   | 52   | 55   | 60   |
| <i>Lait de consommation</i>              | 99               | 98          | 97   | 97   | 97   | 97   | 97   | 97   |
| <i>Beurre</i>                            | 77               | 83          | 91   | 88   | 86   | 90   | 93   | 89   |
| <i>Fromage</i>                           | 150              | 142         | 137  | 135  | 134  | 134  | 129  | 128  |
| Lait et produits laitiers, total         | 109              | 110         | 110  | 108  | 108  | 109  | 110  | 109  |
| <i>Viande de veau</i>                    | 96               | 96          | 99   | 98   | 97   | 97   | 97   | 99   |
| <i>Viande de boeuf</i>                   | 90               | 92          | 94   | 94   | 93   | 89   | 92   | 106  |
| <i>Viande de porc</i>                    | 99               | 99          | 99   | 98   | 98   | 98   | 98   | 92   |
| <i>Viande de mouton</i>                  | 41               | 41          | 44   | 48   | 46   | 45   | 46   | 45   |
| <i>Volaille</i>                          | 46               | 43          | 46   | 49   | 48   | 48   | 51   | 48   |
| Viande, total <sup>9)</sup>              | 83               | 80          | 80   | 80   | 79   | 77   | 79   | 78   |
| Oeufs et conserves d'oeufs               | 51               | 47          | 44   | 45   | 46   | 46   | 45   | 48   |
| En énergie digestible <sup>9)</sup>      |                  |             |      |      |      |      |      |      |
| <i>Denrées végétales</i>                 | 45               | 45          | 42   | 43   | 45   | 41   | 42   | 47   |
| <i>Denrées animales, brut</i>            | 97               | 96          | 97   | 96   | 95   | 94   | 96   | 95   |
| Denrées, au total, brut                  | 65               | 64          | 62   | 62   | 63   | 59   | 61   | 64   |
| Denrées, au total, net <sup>9)</sup>     | 62 <sup>7)</sup> | 60          | 58   | 59   | 60   | 56   | 57   | 60   |
| En valeur <sup>9)</sup>                  |                  |             |      |      |      |      |      |      |
| Denrées alimentaires au total            | 74               | 74          | 72   | 72   | 73   | 71   | 71   | 69   |

Notes: voir page suivante  
Sources: SPS, Statistiques et évaluations, Statistique laitière de la Suisse; Statistique de la SEG; Rapports de gestion de la CBV; Office fiduciaire des importateurs suisses de denrées alimentaires

---

Notes du tableau 2.4:

- <sup>1)</sup> y compris les produits de meunerie et le blé germé, mais sans les tourteaux, modifications des stocks non comprises
  - <sup>2)</sup> blé dur, avoine, orge, maïs et riz pour la consommation humaine inclus
  - <sup>3)</sup> pommes, poires, cerises, pruneaux et prunes, abricots et pêches
  - <sup>4)</sup> y compris la viande de cheval, chèvre, lapin, ainsi que gibier, poissons, crustacés et mollusques
  - <sup>5)</sup> énergie digestible en joules, boissons alcoolisées comprises
  - <sup>6)</sup> production animale à base de fourrages importés exclue
  - <sup>7)</sup> moyenne de 1983 à 1985, méthode de calcul différente auparavant
  - <sup>8)</sup> production indigène calculée aux prix à la production; importations calculées aux prix de la statistique du commerce extérieur (franco frontière suisse, non dédouanées)
-

## 2.5 Importations et exportations de produits agricoles et apparentés

Chapitres 1 à 24 du tarif douanier

Tableau 2.5

| Produit<br>(chiffre = chapitre du<br>tarif douanier) | Importations |                              | Exportations |                              |
|--|--------------|------------------------------|--------------|------------------------------|
|  | 1996/97      | Modification<br>depuis 94/95 | 1996/97      | Modification<br>depuis 94/95 |
|  | mio fr.      | %                            | mio fr.      | %                            |
| - Boissons (vin principale-<br>ment) 22              | 1104         | +16                          | 169          | +14                          |
| - Fruits 08  | 816          | - 2                          | 6            | - 14                         |
| - Viande, préparations<br>carnées 02+16              | 766          | +11                          | 28           | --                           |
| - Légumes 07   | 493          | - 5                          | 5            | - 75                         |
| - Plantes, fleurs 06                                 | 496          | + 5                          | 3            | --                           |
| - Poissons 03  | 337          | + 1                          | 2            | - 50                         |
| - Lait, produits de<br>laiterie 04                   | 415          | + 9                          | 538          | - 5                          |
| - Préparations de fruits<br>et légumes 20            | 310          | + 1                          | 81           | - 10                         |
| - Café, thé, épices 09                               | 295          | + 3                          | 32           | +23                          |
| - Résidus, aliments pour<br>animaux 23               | 280          | --                           | 139          | +14                          |
| - Céréales, produits de<br>meunerie 10+11            | 230          | + 6                          | 10           | +43                          |
| - Tabacs bruts et<br>transformés 24                  | 275          | +10                          | 514          | - 2                          |
| - Cacao, chocolat 18                                 | 238          | + 8                          | 404          | + 4                          |
| - Préparations alimen-<br>taires diverses 21         | 346          | +12                          | 618          | +10                          |
| - Graines oléagineuses,<br>semences, etc. 12         | 157          | +18                          | 10           | - 9                          |
| - Sucre, sucreries 17                                | 159          | - 1                          | 113          | - 7                          |
| - Graisses, huiles 15                                | 134          | - 12                         | 26           | --                           |
| - Animaux vivants 01                                 | 49           | - 8                          | 12           | - 55                         |
| - Divers<br>(chap. 5,13,14,19)                       | 397          | + 1                          | 401          | +18                          |
| Total des chapitres 1-24                             | 7 337        | +5,2                         | 3 111        | + 3                          |

Source: DGD, Statistique du commerce extérieur suisse

## 2.6 Evolution des prix d'importation de quelques produits agricoles

franco frontière suisse, non dédouanés

Tableau 2.6

| Année | Froment <sup>1)</sup> | Orge fourragère <sup>2)</sup> | Sucre cristallisé <sup>3)</sup> | Beurre <sup>4)</sup> |
|-------|-----------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------------------|
|       | fr./q                 | fr./q                         | fr./q                           | fr./kg               |
| 1982  | 46.02                 | 30.78                         | 67.79                           | 4.63                 |
| 1983  | 46.23                 | 28.55                         | 52.41                           | 4.29                 |
| 1984  | 49.32                 | 33.20                         | 46.38                           | 3.73                 |
| 1985  | 48.78                 | 27.85                         | 42.98                           | 3.44                 |
| 1986  | 35.05                 | 16.15                         | 39.19                           | 2.52                 |
| 1987  | 27.01                 | 13.00                         | 33.95                           | 2.01                 |
| 1988  | 31.98                 | 18.25                         | 34.21                           | 1.99                 |
| 1989  | 37.73                 | 23.65                         | 41.80                           | 2.48                 |
| 1990  | 29.57                 | 19.35                         | 49.43                           | 3.01                 |
| 1991  | 27.68                 | 18.81                         | 45.80                           | 2.77                 |
| 1992  | 33.09                 | 21.74                         | 39.97                           | 2.41                 |
| 1993  | 35.43                 | 22.19                         | 38,90                           | 2.27                 |
| 1994  | 34.58                 | 20.45                         | 41.80                           | 2.99                 |
| 1995  | 33.45                 | 18.39                         | 43.42                           | 3.00                 |
| 1996  | 34.57                 | 26.98                         | 39.05                           | 2.81                 |
| 1997  | 30.84                 | 24.75                         | 39.31                           | 2.90 (prov.)         |

<sup>1)</sup> Canada Western Red Spring 1, franco wagon port fluvial de Bâle, moyenne arithmétique des cotations journalières  
<sup>2)</sup> moyenne arithmétique des cotations journalières  
<sup>3)</sup> moyenne pondérée d'après les quantités importées  
<sup>4)</sup> franco frontière suisse, sans droits de douane seulement pour les importations en provenance des pays de l'AELE, y compris 20 ct./kg de droit de douane pour les autres provenances

Source: DGD, Statistique du commerce extérieur

### 3 Quantités et prix

#### 3.1 Comparaison des prix à la production dans la CE et en Suisse

Tableau 3.1

| Produit                   | Genre de prix                 | Prix CE 1995/96 <sup>1)</sup> en ECU/q | Prix CE 1995/96 <sup>1)</sup> en CHF/q <sup>2)</sup> | Prix CH 1995 en CHF/q | Prix CE en % des prix suisses |
|---------------------------|-------------------------------|--|--|-----------------------|-------------------------------|
| Blé tendre                | Prix d'intervention           | 11.92                                  | 19.55  | 79.50 <sup>3)</sup>   | 25                            |
|                           | Prix d'intervention, y c aide | 17.35                                  | 28.45  | 79.50 <sup>3)</sup>   | 36                            |
| Orge                      | Prix d'intervention           | 11.92                                  | 19.55  | 52.50 <sup>4)</sup>   | 37                            |
|                           | Prix d'intervention, y c aide | 17.35                                  | 28.45  | 65.33 <sup>5)</sup>   | 44                            |
| Colza                     | Prix de réf.                  | 19.68                                  | 32.38  | 165.00                | 12                            |
|                           | Prix de réf., y c aide        | 38.05                                  | 62.40  | 165.00                | 23                            |
| Betteraves sucrières      | Prix de base des betteraves A | 4.77                                   | 7.82   | 12.00                 | 65                            |
| Fruits <sup>6)</sup>      | Prix de base                  | 93.29                                  | 153.00   | 271.00                | 56                            |
| Légumes <sup>7)</sup>     | Prix de base                  | 46.95                                  | 77.00  | 131.00                | 59                            |
| Viande de boeuf           | Prix d'intervention (PM)      | 347.50                                 | 569.90   | 775.00 <sup>8)</sup>  | 74                            |
| Viande de porc            | Prix de base (PM)             | 150.94                                 | 247.54   | 457.00 <sup>9)</sup>  | 54                            |
| Lait                      | Prix indicatif                | 30.98                                  | 50.81  | 87.00                 | 58                            |
| Notes: voir page suivante |                               |  |  |                       |                               |

Sources: Pour les prix CE: Décision sur les prix 1995/96;  
Suisse: Office fédéral de l'agriculture

---

Notes du tableau 3.1:

- <sup>1)</sup> prix administrés; les réductions ne sont pas prises en considération.
  - <sup>2)</sup> taux de change: 1 ECU = 1.64 CHF En raison des cours des changes adoptés pour les produits agricoles (ECU vert), des écarts existent entre les pays de la CE. (La relation correspond à peu près au taux de change vert appliqué pour l'Allemagne.)
  - <sup>3)</sup> prix que les producteurs ont pu obtenir en 1997 après déduction de la contribution aux frais de mise en valeur de 14fr.50 fr., servant à financer le déclassement de blé panifiable.
  - <sup>4)</sup> prix indicatif de l'orge (à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1995)
  - <sup>5)</sup> prix de l'orge, y compris la prime de culture de 770 francs/ha; calculé pour un rendement moyen de 60 q/ha
  - <sup>6)</sup> prix moyens 1996 d'un assortiment de cinq espèces de fruits (classe de qualité 1), prix départ, ouvert. Les prix CE correspondent aux prix pratiqués en Allemagne (Obst ZMP Bilanz 1997, Zentrale Markt- und Preisberichtsstelle, Bonn). Les prix suisses sont tirés du rapport annuel 1996/97 de la Fruit Union suisse et des communications des bourses régionales du fruit
  - <sup>7)</sup> prix moyens 1996 d'un assortiment de neuf espèces de légumes (classe de qualité 1), prix départ, ouvert. Les prix CE correspondent aux prix pratiqués en Allemagne (Gemüse ZMP Bilanz 1997, Zentraler Markt- und Preisberichtsstelle, Bonn). Les prix suisses sont tirés du rapport annuel 1996 de la Centrale suisse de la culture maraîchère
  - <sup>8)</sup> prix à la production moyen réalisé sur le marché par kilo de poids mort
  - <sup>9)</sup> prix à la production moyen réalisé sur le marché par kilo de poids mort, franco abattoir
-

### 3.2 Indice des prix des principaux agents de production agricole (mai 1993 = 100)

Tableau 3.2

| Année                 | Denrées fourragères | Engrais | Produits phytosanitaires | Instruments et machines | Constructions | Taux hypothécaire | Main-d'oeuvre non familiale |
|-----------------------|---------------------|---------|--------------------------|-------------------------|---------------|-------------------|-----------------------------|
| 1970                  | 70                  | 63      | 76                       | 67                      | 63            | 85                | 56                          |
| 1976                  | 100                 | 100     | 100                      | 100                     | 100           | 100               | 100                         |
| 1980                  | 109                 | 96      | 88                       | 108                     | 111           | 74                | 116                         |
| 1985                  | 123                 | 112     | 107                      | 137                     | 139           | 93                | 148                         |
| 1990                  | 128                 | 111     | 108                      | 167                     | 159           | 109               | 178                         |
| 1991                  | 126                 | 115     | 114                      | 176                     | 166           | 118               | 180                         |
| 1992                  | 126                 | 119     | 114                      | 185                     | 173           | 119               | 189                         |
| 1993                  | 126                 | 119     | 113                      | 188                     | 177           | 112               | 196                         |
| 1994                  | 122                 | 114     | 113                      | 191                     | 180           | 95                | 203                         |
| 1995                  | 114                 | 116     | 112                      | 191                     | 183           | 94                | 207                         |
| 1996                  | 107                 | 116     | 110                      | 193                     | 184           | 86                | 209                         |
| 1997                  | 101                 | 113     | 105                      | 195                     | 185           | 78                | 209                         |
| Modification de 90-97 | -21%                | +2%     | -3%                      | +17%                    | +16%          | -28%              | +17%                        |

Source: SPS, Statistiques et évaluations

### 3.3 Evolution des indices des prix des produits et des agents de production agricoles (Indice 1976 = 100)

Tableau 3.3

| Année                       | Produits agricoles |         |       | Agents de production agricole |
|-----------------------------|--------------------|---------|-------|-------------------------------|
|                             | Végétaux           | Animaux | Total |                               |
| 1993 <sup>1)</sup>          | 100                | 100     | 100   | 100                           |
| 1994                        | 100                | 102     | 102   | 99                            |
| 1995                        | 98                 | 94      | 95    | 98                            |
| 1996                        | 93                 | 88      | 89    | 97                            |
| 1997                        | 89                 | 88      | 88    | 95                            |
| Modification de 1993 à 1997 | -11%               | -12%    | -12%  | -5%                           |

<sup>1)</sup> mai 1993

Source: SPS, OFS, Statistiques et évaluations

### 3.4 Production finale par branches d'exploitation

Tableau 3.4

| Branche d'exploitation                    | Mo-yenne    |             |             |             |             | Valeur          |               |              |              |                    |                    |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-----------------|---------------|--------------|--------------|--------------------|--------------------|
|   | 86/90       | 91          | 95          | 96          | 97          | 86/90           | 1991          | 1993         | 1995         | 1996 <sup>1)</sup> | 1997 <sup>2)</sup> |
|   | %           |             |             |             |             | millions francs |               |              |              |                    |                    |
| <b>Production végétale</b>                |             |             |             |             |             |                 |               |              |              |                    |                    |
| - céréales                                | 7,8         | 8,3         | 9,1         | 9,7         | 8,6         | 766             | 844           | 824          | 800          | 796                | 691                |
| - pommes de terre                         | 1,9         | 2,1         | 2,5         | 2,5         | 2,4         | 187             | 212           | 228          | 216          | 203                | 194                |
| - betteraves sucrières                    | 1,5         | 1,3         | 1,5         | 2,0         | 2,0         | 144             | 133           | 147          | 129          | 167                | 157                |
| - légumes                                 | 3,5         | 3,9         | 4,7         | 5,2         | 5,3         | 337             | 390           | 373          | 418          | 424                | 427                |
| - fruits et baies                         | 3,9         | 3,0         | 3,6         | 4,4         | 3,6         | 384             | 304           | 337          | 318          | 358                | 289                |
| - vin                                     | 6,6         | 6,1         | 6,4         | 7,4         | 6,2         | 641             | 618           | 515          | 562          | 610                | 497                |
| - autres                                  | 1,5         | 2,1         | 1,7         | 2,1         | 2,2         | 142             | 216           | 169          | 152          | 173                | 173                |
| <b>Total de la production végétale</b>    | <b>26,7</b> | <b>26,9</b> | <b>29,5</b> | <b>33,3</b> | <b>30,3</b> | <b>2 601</b>    | <b>2 717</b>  | <b>2 593</b> | <b>2 595</b> | <b>2 731</b>       | <b>2 428</b>       |
| <b>Production animale</b>                 |             |             |             |             |             |                 |               |              |              |                    |                    |
| - lait                                    | 33,2        | 34,9        | 35,8        | 34,6        | 35,0        | 3 247           | 3 526         | 3 385        | 3 154        | 2 842              | 2 806              |
| - viande de boeuf et de veau              | 18,2        | 15,9        | 15,0        | 11,3        | 12,8        | 1 781           | 1 603         | 1 560        | 1 325        | 931                | 1 027              |
| - viande de porc                          | 15,9        | 16,2        | 12,5        | 14,6        | 14,8        | 1 557           | 1 636         | 1 345        | 1 099        | 1 151              | 1 185              |
| - volaille et oeufs                       | 3,9         | 3,8         | 4,1         | 4,4         | 4,6         | 376             | 384           | 385          | 360          | 363                | 372                |
| - autres                                  | 1,6         | 1,9         | 2,3         | 1,5         | 1,6         | 152             | 190           | 177          | 207          | 121                | 131                |
| <b>Total de la production animale</b>     | <b>72,8</b> | <b>72,6</b> | <b>69,7</b> | <b>65,8</b> | <b>68,8</b> | <b>7 113</b>    | <b>7 339</b>  | <b>6 852</b> | <b>6 145</b> | <b>5 408</b>       | <b>5 521</b>       |
| <b>Travail salarié dans la production</b> | <b>0,5</b>  | <b>0,5</b>  | <b>0,8</b>  | <b>0,9</b>  | <b>0,9</b>  | <b>52</b>       | <b>52</b>     | <b>57</b>    | <b>69</b>    | <b>75</b>          | <b>73</b>          |
| <b>Total de la production finale</b>      | <b>100</b>  | <b>100</b>  | <b>100</b>  | <b>100</b>  | <b>100</b>  | <b>9766</b>     | <b>10 108</b> | <b>9 502</b> | <b>8 809</b> | <b>8 214</b>       | <b>8 022</b>       |

<sup>1)</sup> provisoire

<sup>2)</sup> estimation

Source: SPS, Statistiques et évaluations

## Définition de la production finale

---

La production finale est la valeur de la production agricole. Elle remplace le rendement brut épuré qui servait à estimer cette valeur jusqu'en 1993. La méthode choisie est fondée sur le système européen des comptes économiques intégrés et sur les règles qui en découlent pour le compte agricole. Les calculs relatifs à la production finale ont été effectués rétroactivement jusqu'à l'an 1985. La production finale comprend toutes les ventes de produits agricoles à d'autres secteurs de l'économie, la consommation particulière, les fluctuations de stocks ainsi que les installations construites par les producteurs agricoles. Les produits utilisés dans l'agriculture notamment les céréales fourragères et de semence, ne sont inclus comme ventes dans la valeur de la production que s'ils ont parcouru un échelon situé en aval, par exemple s'ils sont entrés dans le commerce ou l'industrie des aliments mixtes. La production finale est estimée aux prix à la ferme.

---

### 3.5 Evolution des volumes et des prix

Tableau 3.5

| Secteur             | Changements de 1985/86 à 1995/96 (provisoire) |                   |  |
|---------------------|---|-------------------|--|
|                     | Indice quantitatif de la production agricole  | Production finale | Indice des prix des agents de production agricoles |
|                     | %   | %                 | %  |
| Production végétale | + 8.5   | +9.0              |  |
| Production animale  | - 4.8   | -15.3             |  |
| Total               | - 1.5   | - 8.7             | +16.9  |

Source: SPS, Statistiques et évaluations

### 3.6 Les comptes économiques de l'agriculture suisse aux prix courants en 1000 fr.

Tableau 3.6

|  | 1990       | 1991       | 1992      | 1993      | 1994      | 1995      | 1996 <sup>i</sup> | 1997 <sup>ii</sup> | 1998 <sup>iii</sup> |
|--|------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|--------------------|---------------------|
| Production finale  | 10 006 437 | 10 129 810 | 9 571 058 | 9 502 051 | 9 094 248 | 8 809 637 | 8 211 825         | 8 021 749          | 7 993 000           |
| Consommation intermédiaire                                       | 4 091 396  | 4 159 663  | 4 267 485 | 4 255 681 | 4 209 944 | 4 013 001 | 3 900 797         | 3 884 092          | 3 932 000           |
| Valeur ajoutée brute aux prix du marché                          | 5 915 041  | 5 970 147  | 5 303 573 | 5 246 370 | 4 884 304 | 4 796 636 | 4 311 028         | 4 134 657          | 4 061 000           |
| Subventions  | 1 105 873  | 1 389 449  | 1 455 791 | 1 697 586 | 1 902 233 | 2 001 038 | 2 411 707         | 2 449 271          | 2 500 000           |
| Surcompensation TVA  | -          | -          | -         | -         | -         | -         | -                 | -                  | -                   |
| Impôts liés à la production                                      | 65 786     | 155 181    | 149 331   | 140 289   | 170 691   | 200 508   | 206 506           | 210 533            | 190 000             |
| Sous-compensation TVA  | -          | -          | -         | -         | -         | 66 898    | 71 270            | 72 250             | 75 000              |
| Valeur ajoutée brute au coût des facteurs                        | 6 955 128  | 7 204 415  | 6 610 033 | 6 803 667 | 6 615 846 | 6 530 268 | 6 444 959         | 6 301 145          | 6 296 000           |
| Amortissements totaux  | 1 980 174  | 2 051 056  | 2 061 458 | 2 048 404 | 2 073 672 | 1 952 280 | 1 907 314         | 1 858 423          | 1 865 000           |
| Amortissements de construction <sup>1</sup>                      | 1 043 370  | 1 083 872  | 1 044 348 | 980 507   | 968 450   | 913 291   | 853 602           | 809 044            |                     |
| Amortissements des machines                                      | 936 804    | 967 184    | 1 017 110 | 1 067 897 | 1 105 222 | 1 038 989 | 1 053 712         | 1 049 379          |                     |
| Valeur ajoutée nette au coût des facteurs                        | 4 974 954  | 5 153 359  | 4 548 575 | 4 755 263 | 4 542 174 | 4 577 988 | 4 537 645         | 4 442 722          | 4 431 000           |
| Fermages et intérêts   | 783 976    | 859 341    | 890 751   | 786 919   | 757 021   | 754 523   | 743 755           | 727 886            | 717 000             |
| Fermages   | 222 639    | 231 856    | 228 766   | 224 523   | 224 221   | 224 183   | 225 866           | 224 407            |                     |
| Intérêts   | 561 337    | 627 485    | 661 985   | 562 396   | 532 800   | 530 340   | 517 889           | 503 479            |                     |
| Revenu net de l'activité agricole pour la main-d'œuvre totale    | 4 190 978  | 4 294 018  | 3 657 824 | 3 968 344 | 3 785 153 | 3 823 465 | 3 793 890         | 3 714 836          | 3 714 000           |
| Rémunération des salariés  | 810 021    | 852 746    | 818 406   | 842 840   | 837 468   | 845 476   | 826 500           | 797 707            | 793 000             |
| Revenu net de l'activité agricole pour la main-d'œuvre familiale | 3 380 957  | 3 441 272  | 2 839 418 | 3 125 504 | 2 947 685 | 2 977 989 | 2 967 390         | 2 917 129          | 2 921 000           |

<sup>i</sup> y compris installation fixes  
<sup>ii</sup> provisoire, 22.12.97  
<sup>iii</sup> estimation, 22.12.97  
<sup>iv</sup> estimation, 19.8.98

## 4 Résultats des exploitations-témoins

### 4.1 Principaux résultats des exploitations-témoins 1995/97

Tableau 4.1

| Structures d'exploitation, résultats                           |        | Exploitations de plaine et des collines | Exploitations de montagne |
|--|--------|---|---------------------------|
| <i>Structures d'exploitation</i>                               |        |   |                           |
| Exploitations (nombre moyen de clôtures par an)                | nombre | 1 918                                   | 1095                      |
| dont fermiers  | %      | 17                                      | 12                        |
| Surface agricole utile   | ha     | 19,62                                   | 20,00                     |
| Terres ouvertes  | %      | 44                                      | 6                         |
| Vaches   | pièces | 16,4                                    | 14,7                      |
| Autres bovins  | pièces | 18,8                                    | 19,6                      |
| Porcs d'élevage  | pièces | 4,5                                     | 1,9                       |
| Porcs d'engrais  | pièces | 16,3                                    | 6,0                       |
| Journées de travail de la famille                              |        | 405                                     | 413                       |
| Journées de travail des employés                               |        | 164                                     | 82                        |
| Total des journées de travail                                  |        | 569                                     | 495                       |
| <i>Revenu et consommation</i>                                  |        |   |                           |
| Revenu brut  | fr.    | 233 969                                 | 154 877                   |
| - Charges matérielles (frais d'exploitation et amortissements) | fr.    | 127 504                                 | 86 871                    |
| = Revenu social  | fr.    | 106 465                                 | 68 006                    |
| - Frais salariaux  | fr.    | 17 384                                  | 7 146                     |
| - Intérêt des dettes et fermages                               | fr.    | 17 954                                  | 12 084                    |
| = <b>Revenu agricole</b>                                       | fr.    | <b>71 127</b>                           | <b>48 776</b>             |
| + Revenu accessoire  | fr.    | 10 877                                  | 12 043                    |
| = Revenu total   | fr.    | 82 004                                  | 60 819                    |
| - Consommation   | fr.    | 67 081                                  | 52 867                    |
| = Formation de capital propre                                  | fr.    | 14 923                                  | 7 952                     |

Source: FAT, Dépouillement centralisé des données comptables

## 4.2 Actifs et passifs dans les exploitations en propriété ou affermées 1995/97

Tableau 4.2

| Position   | Exploitations de plaine et des collines |          | Exploitations de montagne |          |         |
|--|---|----------|---------------------------|----------|---------|
|  | Propriétaires                           | Fermiers | Propriétaires             | Fermiers |         |
| Exploitations, (nombre moyen de clôtures par an) | nombre                                  | 1 595    | 323                       | 961      | 134     |
| Surface agricole utile                           | ha                                      | 19,23    | 21,57                     | 19,55    | 23,22   |
| Forêt  | ha                                      | 2,03     | 0,52                      | 3,15     | 0,59    |
| Part affermée                                    | %                                       | 31       | 95                        | 33       | 95      |
| <i>Actifs</i>                                    |   |          |                           |          |         |
| Entreprises annexes et biens du ménage           | fr.                                     | 81 651   | 70 832                    | 39 521   | 33 068  |
| Actif fermier                                    |   |          |                           |          |         |
| - provisions et espèces                          | fr.                                     | 105 991  | 115 456                   | 72 421   | 75 120  |
| - bétail   | fr.                                     | 60 094   | 60 452                    | 52 148   | 54 625  |
| - machines et matériel de traction               | fr.                                     | 58 598   | 69 343                    | 52 550   | 66 679  |
| Total  | fr.                                     | 224 683  | 245 251                   | 177 119  | 196 424 |
| Actif domaine                                    |   |          |                           |          |         |
| - plantes  | fr.                                     | 13 419   | 4 822                     | 6 209    | 346     |
| - installations fixes                            | fr.                                     | 20 323   | 12 721                    | 14 147   | 7 071   |
| - constructions                                  | fr.                                     | 374 025  | 59 250                    | 309 259  | 51 647  |
| - sol et améliorations foncières                 | fr.                                     | 89 128   | 10 762                    | 48 773   | 5 143   |
| Total  | fr.                                     | 496 895  | 87 555                    | 378 388  | 64 207  |
| <i>Capital étranger</i>                          |   |          |                           |          |         |
| Dettes à court terme                             | fr.                                     | 19 032   | 18 373                    | 16 788   | 12 679  |
| Crédits d'investissements                        | fr.                                     | 36 591   | 17 067                    | 60 463   | 25 359  |
| Dettes hypothécaires                             | fr.                                     | 169 211  | 24 011                    | 128 225  | 17 009  |
| Autres dettes                                    | fr.                                     | 111 596  | 69 156                    | 67 779   | 47 207  |
| <i>Capital propre</i>                            |   |          |                           |          |         |
| Total des actifs                                 | fr.                                     | 803 229  | 403 638                   | 595 028  | 293 699 |
| - Total du capital étranger                      | fr.                                     | 336 430  | 128 607                   | 273 255  | 102 254 |
| = Capital propre                                 | fr.                                     | 466 799  | 275 031                   | 321 773  | 191 445 |

Source: FAT, Dépouillement centralisé des données comptables

### 4.3 Evolution comparée des revenus des exploitations de plaine et des collines et des exploitations de montagne

Tableau 4.3

| Critères  | 1985/87 | 1988/90 | 1991/93 | 1994/96 | 1997   |
|---|---------|---------|---------|---------|--------|
| <i>Revenu agricole</i><br>par famille et par an                     |         |         |         |         |        |
| Exploitations de plaine<br>et des collines fr.                      | 71 252  | 90 667  | 80 058  | 68 284  | 80 220 |
| Exploitations de<br>montagne fr.                                    | 49 126  | 60 798  | 56 562  | 47 156  | 56 948 |
| en pour-cent des<br>exploitations de<br>plaine et des<br>collines % | 68,9    | 67,1    | 70,7    | 69,1    | 71,0   |
| <i>Revenu total</i><br>par famille et par an                        |         |         |         |         |        |
| Exploitations de<br>plaine et des col-<br>lines fr.                 | 78 433  | 99 126  | 90 213  | 78 494  | 92 083 |
| Exploitations de<br>montagne fr                                     | 58 277  | 71 255  | 68 027  | 58 939  | 69 226 |
| en pour-cent des<br>exploitations<br>de plaine et des<br>collines % | 74,3    | 71,9    | 75,4    | 75,1    | 75,2   |

Source: FAT, Dépouillement centralisé des données comptables

## 5 Amélioration des bases de production

### 5.1 Contributions à la formation et à la vulgarisation

Tableau 5.1

| Dépenses                                       | 1994-1996<br>en 1000 fr. | 1997<br>en 1000 fr. |
|--|--------------------------|---------------------|
| <i>Formation</i> <sup>1)</sup>                 |                          |                     |
| - écoles professionnelles et d'agriculture     | 13'776                   | 10'541              |
| - techniciens et écoles d'ingénieurs           | 7'386                    | 8'080               |
| - matériel d'enseignement, cours divers        | 505                      | 432                 |
| Total  | 21'667                   | 19'053              |
| <i>Vulgarisation</i>                           |                          |                     |
| - ASCA   | 8'731                    | 8'270               |
| - vulgarisation cantonale, région de plaine    | 5'013                    | 3'880               |
| - vulgarisation cantonale, région de montagne  | 7'006                    | 5'596               |
| - organisations                                | 809                      | 961                 |
| Total  | 21'559                   | 18'707              |
| Constructions et agrandissements <sup>2)</sup> | 5'305                    | 1'943               |
| Total général                                  | 48'531                   | 39'703              |
| Total (sans les bâtiments)                     | 43'226                   | 37'760              |

<sup>1)</sup> les dépenses pour la formation sont prises en charge par l'OFFT depuis le 1.1.1998

<sup>2)</sup> en cessation

Source: Office fédéral de l'agriculture

## 5.2 Fréquentation des écoles et nombre de candidats ayant réussi leurs examens

Tableau 5.2

|  | 1980             | 1985  | 1990  | 1995  | 1997  |
|--|------------------|-------|-------|-------|-------|
|  | Elèves/étudiants |       |       |       |       |
| Ecoles:  |                  |       |       |       |       |
| - Ecoles professionnelles pour agriculteurs              | 4 932            | 3 972 | 2 476 | 1 766 | 1 652 |
| - Ecoles d'agriculture                                   | 3 195            | 3 235 | 2 580 | 1 679 | 1 663 |
| - Ecoles professionnelles pour professions spéciales     | 1 376            | 1 410 | 913   | 1 044 | 1 075 |
| - Ecoles professionnelles supérieures technico-agricoles | --               | --    | 46    | 144   | 143   |
| - Ecoles spécialisées                                    | 97               | 128   | 166   | 137   | 120   |
| - Ecoles d'ingénieurs: Changins                          | 29               | 19    | 38    | 14    |       |
| Lullier  | 23               | 34    | 63    | 64    |       |
| Wädenswil  | 57               | 42    | 145   | 136   |       |
| Zollikofen   | 160              | 177   | 172   | 213   | 564   |
|  | Examens réussis  |       |       |       |       |
| Examens:   |                  |       |       |       |       |
| - Examens d'apprentissage (agriculteurs)                 | 2 083            | 1 924 | 1 399 | --    | --    |
| - Examens de fin d'apprentissage (agriculteurs)          | 1 343            | 1 587 | 1 329 | 950   | 955   |
| - Examens de fin d'apprentissage (professions spéciales) | 464              | 411   | 370   | 292   | 306   |
| - Examens de maturité professionnelle technico-agricoles | --               | --    | --    | 95    | 96    |
| - Examens professionnels                                 | --               | --    | --    | 59    | 44    |
| - Examens de maîtrise (agriculteurs)                     | 368              | 399   | 353   | 254   | 236   |
| - Examens de maîtrise (professions spéciales)            | 195              | 133   | 135   | 94    | 108   |
| - Examens de diplômes ETS                                | 48               | 107   | 73    | 139   | 138   |

Source: Office fédéral de l'agriculture

Ces données sont recensées depuis 1998 par l'OFFT

### 5.3 Projets d'améliorations structurelles approuvés 1997

Tableau 5.3

| Genre d'amélioration                 | Moyenne 1993-1996    |   | 1997                 |  |
|--------------------------------------|----------------------|---|----------------------|--|
|                                      | Devis<br>en 1000 fr. | Subside<br>fédéral <sup>1)</sup><br>en 1000 fr. | Devis<br>en 1000 fr. | Subside<br>fédéral <sup>1)</sup><br>en 1000 fr.s |
| Améliorations intégrales             | 94'519               | 31'733  | 92'873               | 29'390   |
| Assainissements                      | 3'346                | 496   | 805                  | 152  |
| Irrigations                          | 4'407                | 1'232   | 5'307                | 1'539  |
| Constructions de chemins             | 47'002               | 13'550  | 34'995               | 10'079   |
| Adductions d'eau                     | 36'018               | 7'991   | 27'601               | 6'662  |
| Raccordements au réseau él.          | 3'180                | 721   | 1'081                | 189  |
| Téléphériques                        | 1'567                | 303   | 3'910                | 912  |
| Réfections et stabilisations         | 7'162                | 1'906   | 1'697                | 487  |
| Autres mesures                       | 180                  | 42  | 1'115                | 110  |
| <b>Total améliorations foncières</b> | <b>197'381</b>       | <b>57'974</b>                                   | <b>169'384</b>       | <b>49'520</b>                                    |
| Bâtiments d'exploitation             | 146'119              | 25'144  | 132'267              | 23'991   |
| Bâtiments alpestres                  | 13'387               | 2'613   | 11'386               | 1'845  |
| Fromageries de village               | 14'080               | 690   | 3'190                | 454  |
| Fosses à purin et fumières           | 5'746                | 1'040   | 16'755               | 2'877  |
| <b>Total bâtiments ruraux</b>        | <b>179'332</b>       | <b>29'487</b>                                   | <b>163'598</b>       | <b>29'167</b>                                    |
| Divers                               | 248                  | 101   | 261                  | 88   |
| <b>Total général</b>                 | <b>376'961</b>       | <b>87'562</b>                                   | <b>333'243</b>       | <b>78'775</b>                                    |

<sup>1)</sup> ces montants ne sont pas identiques aux sommes versées, car la réalisation des projets dure généralement plus d'une année

Source: Office fédéral de l'agriculture

## 5.4 Prêts d'investissements accordés 1997

Tableau 5.4

| Objet   | Demandes<br>Nombre | Somme des<br>crédits en fr. | Pourcent-<br>tage % |
|---|--------------------|-----------------------------|---------------------|
| <b>Personnes morales:</b>   |                    |                             |                     |
| - Améliorations intégrales  | 10                 | 1'850'000                   | 0,9                 |
| - Améliorations d'alpages   | 23                 | 2'110'000                   | 1,0                 |
| - Constructions de routes et de téléphériques   | 20                 | 1'033'600                   | 0,5                 |
| - Adductions d'eau et racc. au réseau électrique  | 7                  | 894'000                     | 0,4                 |
| - Drainages   | 1                  | 320'000                     | 0,2                 |
| - Installations d'arrosage  | 4                  | 183'000                     | 0,1                 |
| - Étables et bâtiments communautaires   | 23                 | 2'981'000                   | 1,4                 |
| - Laiteries et fromageries communautaires   | 26                 | 3'275'000                   | 1,6                 |
| - Installations communautaires d'entreposage<br>et de transformation de produits agricoles  | 12                 | 1'220'000                   | 0,6                 |
| - Achats communs de machines  | 50                 | 1'883'000                   | 0,9                 |
| <b>Total</b>  | 176                | 15'749'600                  | 7,6                 |
| <b>Personnes physiques:</b>   |                    |                             |                     |
| - Améliorations d'alpages, constr. de routes<br>et adductions d'eau   | 16                 | 865'600                     | 0,4                 |
| - Ferme de colonisation   | 1                  | 130'000                     | 0,1                 |
| - Développement de l'élevage de porcs et de volaille<br>et de l'engraissement de veaux et de bovins   | 60                 | 5'205'950                   | 2,5                 |
| - Installations pour la culture arboricole, maraîchère,<br>viticole et du tabac   | 7                  | 539'000                     | 0,3                 |
| - Acquisitions de terrains, de bâtiments et de<br>droits d'alpage   | 145                | 9'329'550                   | 4,5                 |
| - Logements   | 327                | 28'388'160                  | 13,7                |
| - Bâtiments d'exploitation  | 670                | 60'603'180                  | 29,3                |
| - Installations de stockage pour engrais naturels   | 158                | 7'019'595                   | 3,4                 |
| - Logements et bâtiments d'exploitation   | 73                 | 6'549'875                   | 3,1                 |
| - Achats de cheptel vif et mort   | 305                | 17'214'650                  | 8,3                 |
| - Achats de domaines  | 391                | 27'763'095                  | 13,4                |
| <b>Total</b>  | 2'153              | 163'608'655                 | 79,0                |
| <b>Crédits de construction</b> alloués pour 1 à 2 ans aux<br>pers. morales pour des grands projets d'améliora-<br>tions fonc. et d'équipement en région de montagne | 112                | 27'690'000                  | 13,4                |
| <b>Total personnes morales et physiques</b>   | 2'441              | 207'048'255                 | 100,0               |

Source: Office fédéral de l'agriculture

## 6 Production agricole

### 6.1 Evolution des surfaces de terres ouvertes

Tableau 6.1

| Année              | Céréales<br>pani-<br>fiables | Céréales<br>fourra-<br>gères <sup>1)</sup> | Colza  | Pom-<br>mes de<br>terre | Bette-<br>raves su-<br>crières | Maïs<br>d'ensi-<br>lage | Autres<br>cul-<br>tures <sup>2)</sup> | Total   |
|--------------------|------------------------------|--|--------|-------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|---------|
|                    | ha                           | ha   | ha     | ha                      | ha                             | ha                      | ha                                    | ha      |
| 1969               | 119'445                      | 55'940                                     | 7'305  | 31'528                  | 8'520                          | 10'457                  | 16'783                                | 249'978 |
| 1975               | 96'167                       | 81'637                                     | 9'283  | 23'811                  | 10'641                         | 27'119                  | 13'872                                | 262'530 |
| 1980               | 98'679                       | 78'263                                     | 12'577 | 23'664                  | 13'075                         | 37'412                  | 11'286                                | 274'956 |
| 1985               | 100'805                      | 83'113                                     | 14'999 | 21'800                  | 14'935                         | 42'218                  | 12'183                                | 290'053 |
| 1990               | 103'355                      | 108'548                                    | 16'813 | 19'000                  | 14'460                         | 38'811                  | 15'202                                | 316'189 |
| 1991               | 102'960                      | 105'710                                    | 16'810 | 18'100                  | 14'280                         | 37'500                  | 16'570                                | 311'930 |
| 1992               | 102'140                      | 99'100                                     | 16'570 | 17'900                  | 14'190                         | 38'300                  | 18'973                                | 307'173 |
| 1993               | 103'500                      | 98'300                                     | 16'550 | 17'600                  | 14'080                         | 37'400                  | 20'048                                | 307'478 |
| 1994               | 108'840                      | 100'150                                    | 14'511 | 17'200                  | 13'800                         | 38'800                  | 20'044                                | 313'345 |
| 1995               | 109'436                      | 95'812                                     | 14'472 | 16'116                  | 13'369                         | 41'554                  | 21'185                                | 311'944 |
| 1996               | 107'423                      | 89'015                                     | 13'998 | 16'666                  | 16'045                         | 43'352                  | 22'425                                | 308'924 |
| 1997 <sup>3)</sup> | 101'751                      | 84'622                                     | 14'745 | 14'962                  | 16'728                         | 42'280                  | 25'650                                | 300'738 |
| Vari-<br>ation     |                              |  |        |                         |                                |                         |                                       |         |
| 80 - 97            | +3 %                         | +8 %                                       | +17 %  | -37 %                   | +28 %                          | +13 %                   | +127 %                                | +9 %    |

<sup>1)</sup> y compris le maïs-grain, maïs sans féveroles  
<sup>2)</sup> dont en 1997+A1: betteraves fourragères, 3 601 ha; tabac, 678 ha; légumes, 8 014 ha  
<sup>3)</sup> résultats provisoires

Sources: OFS (Recensement fédéraux des entreprises et de l'agriculture), OFAG

## 6.2 Evolution des rendements à l'hectare de diverses cultures

Tableau 6.2

| Année  | Froment<br>d'automne | Orge<br>d'automne | Maïs-<br>grain | Pommes de<br>terre | Betteraves<br>sucrières <sup>1)</sup> |
|--|----------------------|-------------------|----------------|--------------------|---------------------------------------|
|  | dt/ha                | dt/ha             | dt/ha          | dt/ha              | dt/ha                                 |
| 1966/70  | 36.1                 | 38.7              | 55.6           | 343                | 457                                   |
| 1971/75  | 42.2                 | 43.8              | 61.3           | 399                | 479                                   |
| 1976/80  | 44.6                 | 47.6              | 68.1           | 397                | 507                                   |
| 1981/85  | 54.1                 | 54.2              | 77.2           | 435                | 566                                   |
| 1986/90  | 57.0                 | 55.8              | 83.5           | 439                | 603                                   |
| 1991   | 61.9                 | 61.6              | 83.0           | 443                | 628                                   |
| 1992   | 56.7                 | 61.9              | 85.7           | 468                | 639                                   |
| 1993   | 61.1                 | 63.3              | 91.8           | 488                | 693                                   |
| 1994   | 57.4                 | 55.2              | 90.2           | 369                | 611                                   |
| 1995   | 62.4                 | 55.5              | 86.2           | 367                | 597                                   |
| 1996   | 68.3                 | 65.2              | 88.4           | 487                | 680                                   |
| 1997 <sup>2)</sup>   | 61.5                 | 65.0              | 95.6           | 458                | 701                                   |
| Variation de<br>81/85 - 97   | +14 %                | +20 %             | +24 %          | +5 %               | +24 %                                 |
| <sup>1)</sup> sur la base de la récolte de betteraves transformées |                      |                   |                |                    |                                       |
| <sup>2)</sup> résultats provisoires                                |                      |                   |                |                    |                                       |

Sources: SPS, Statistiques et évaluations; pour les pommes de terre: Régie fédérale des alcools

### 6.3 Evolution des effectifs d'animaux

Tableau 6.3

| Espèces                     | 1978        | 1983  | 1988  | 1993  | 1996  | Variation<br>78-96 |
|-----------------------------|-------------|-------|-------|-------|-------|--------------------|
|                             | têtes 1 000 |       |       |       |       | en %               |
| Vaches                      | 893         | 844   | 798   | 762   | 764   | - 14               |
| Autres bovins               | 1 131       | 1 089 | 1 039 | 983   | 983   | - 13               |
| Porcs                       | 2 115       | 2 191 | 1 941 | 1 692 | 1 379 | - 35               |
| Poules pondeuses            | 3 282       | 3 203 | 3 036 | 2 482 | 2 212 | - 33               |
| Volaille<br>d'engraissement | 1 945       | 1 946 | 2 511 | 2 990 | 3 293 | + 69               |
| Moutons                     | 383         | 355   | 367   | 424   | 419   | + 9                |
| Chèvres                     | 80          | 79    | 72    | 57    | 57    | - 28               |
| Chevaux                     | 46          | 46    | 49    | 54    | 43    | - 7                |

Sources: OFS, Recensements fédéraux du bétail

## 6.4 Evolution de l'effectif des vaches, de la productivité laitière et des livraisons

Tableau 6.4

| Année     | Nombre de vaches laitières <sup>1)</sup><br>(cheptel moyen de l'année) | Productivité | Livraisons de lait<br>(y compris le lait des zones franches) |
|-----------|--|--------------|--|
|           | nombre   | kg/vache     | million de kg  |
| 1976/1980 | 881 600  | 4 029        | 2 974  |
| 1981/1985 | 837 200  | 4 480        | 3 088  |
| 1986/1990 | 971 400  | 4 836        | 3 046  |
| 1991/1995 | 764 200  | 5 106        | 3 064  |
| 1992      | 768 000  | 5 040        | 3 010  |
| 1993      | 753 000  | 5 130        | 3 038  |
| 1994      | 761 000  | 5 110        | 3 092  |
| 1995      | 759 000  | 5 150        | 3 102  |
| 1996      | 754 600  | 5 120        | 3 049  |
| 1997      | 735 400  | 5 260        | 3 071 <sup>2)</sup>  |

<sup>1)</sup> y compris les vaches dont le lait n'est pas commercialisé  
<sup>2)</sup> provisoire

Source: OFS. SPS, Statistiques et évaluations, Statistique laitière de la Suisse

## 6.5 Estivage du bétail en Suisse, 1997

Tableau 6.5

| Espèces  | Animaux estivés |                   | Proportion du cheptel suisse total |
|--|-----------------|-------------------|------------------------------------|
|  | total           | UGB <sup>1)</sup> |                                    |
|  | nombre          | nombre            | %                                  |
| Jeunes bovins  | 292 203         | 130 801           | 31,4                               |
| Vaches   | 130 720         | 130 720           | 17,6                               |
| Bovins au total  | 422 923         | 261 521           | 25,5                               |
| Chevaux et mulets  | 5 796           | 3 264             | 13,5                               |
| Chèvres  | 27 810          | 5 205             | 45,6                               |
| Moutons  | 241 024         | 40 974            | 54,0                               |
| <b>Total</b>   | <b>697 553</b>  | <b>310 964</b>    | <b>31,4</b>                        |
| <sup>1)</sup> le nombre d'UGB est calculé à l'aide des facteurs de conversion prévus dans l'ordonnance du 26 avril 1993 sur la terminologie agricole (RS 910.91) |                 |                   |                                    |

Source: Office fédéral de l'agriculture

## 6.6 Production suisse et auto-approvisionnement en bétail de boucherie et en viande

Tableau 6.6

| Année     | Tonnes           | en % <sup>1)</sup> | Tonnes             | en % <sup>1)</sup> | Tonnes                                | en % <sup>1)</sup> |
|-----------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------------------------|--------------------|
|           | Viande de boeuf  |                    | Viande de veau     |                    | Viande de porc                        |                    |
| 1971/1975 | 97 167           | 77,0               | 36 740             | 92,2               | 228 283                               | 97,2               |
| 1976/1980 | 116 943          | 89,3               | 38 152             | 96,7               | 261 774                               | 98,6               |
| 1981/1985 | 122 193          | 90,2               | 37 149             | 96,1               | 283 267                               | 98,6               |
| 1986/1990 | 126 246          | 91,9               | 36 539             | 95,5               | 278 259                               | 98,6               |
| 1991      | 113 178          | 93,7               | 36 356             | 98,5               | 265 333                               | 98,5               |
| 1992      | 130 460          | 94,4               | 37 953             | 97,6               | 262 276                               | 98,4               |
| 1993      | 124 676          | 93,3               | 35 380             | 96,5               | 260 454                               | 97,7               |
| 1994      | 109 084          | 89,2               | 34 033             | 96,6               | 246 604                               | 98,4               |
| 1995      | 110 641          | 92,1               | 34 861             | 97,1               | 249 641                               | 98,1               |
| 1996      | 121 052          | 106,3              | 37 837             | 99,0               | 221 088                               | 91,8               |
| 1997      | 114 801          | 98,7               | 37 409             | 98,6               | 214 257                               | 91,3               |
|           | Viande de mouton |                    | Viande de volaille |                    | Toutes sortes de viande <sup>2)</sup> |                    |
| 1971/1975 | 2 881            | 43,6               | 19 560             | 44,2               | 394 028                               | 79,4               |
| 1976/1980 | 3 559            | 48,5               | 22 088             | 47,6               | 452 957                               | 84,0               |
| 1981/1985 | 3 385            | 40,9               | 25 302             | 46,3               | 481 866                               | 82,8               |
| 1986/1990 | 4 251            | 41,1               | 30 624             | 43,0               | 485 995                               | 80,0               |
| 1991      | 5 124            | 43,7               | 34 990             | 45,6               | 482 995                               | 79,6               |
| 1992      | 5 594            | 47,6               | 36 670             | 49,0               | 482 694                               | 80,4               |
| 1993      | 5 507            | 45,9               | 35 750             | 48,4               | 471 723                               | 79,4               |
| 1994      | 5 284            | 45,4               | 37 830             | 48,1               | 442 871                               | 77,4               |
| 1995      | 5 279            | 45,6               | 39 790             | 50,8               | 447 887                               | 78,5               |
| 1996      | 5 699            | 44,7               | 40 510             | 48,0               | 432 797                               | 77,5               |
| 1997      | 5 906            | 46,3               | 43 870             | 51,7               | 423 048                               | 76,1               |

<sup>1)</sup> production suisse en pour-cent de la consommation totale. La viande d'animaux du pays consommée pendant la même année est considérée comme production suisse (c.-à-d. production + ou - modification de stocks de fin d'année provenant de la mise en valeur des excédents)

<sup>2)</sup> viande de cheval, de chèvre, de lapin, ainsi que gibier, poissons, crustacés et mollusques compris

Source: CBV, Rapports de gestion

## 6.7 Consommation totale de viande, par habitant, et composition

Tableau 6.7

| Année   | Viande de boeuf | Viande de veau | Viande de porc | Viande de mouton | Viande de volaille | Toutes sortes de viandes <sup>1)</sup> |
|---|-----------------|----------------|----------------|------------------|--------------------|--|
| Consommation totale en tonnes   |                 |                |                |                  |                    |  |
| 1973/1978   | 125 872         | 38 352         | 250 306        | 6 918            | 44 763             | 511 646                                |
| 1979/1984   | 134 149         | 39 320         | 282 824        | 8 371            | 51 158             | 571 855                                |
| 1985/1990   | 138 462         | 38 377         | 283 241        | 10 159           | 69 272             | 607 130                                |
| 1991  | 139 963         | 36 914         | 269 518        | 11 719           | 76 821             | 606 713                                |
| 1992  | 138 208         | 38 889         | 266 644        | 11 765           | 74 921             | 600 456                                |
| 1993  | 133 708         | 36 670         | 266 654        | 11 986           | 73 842             | 594 040                                |
| 1994  | 122 314         | 35 242         | 250 608        | 11 715           | 78 601             | 572 487                                |
| 1995  | 120 196         | 35 898         | 254 516        | 11 562           | 78 240             | 570 522                                |
| 1996  | 113 869         | 38 214         | 240 812        | 12 742           | 84 438             | 558 678                                |
| 1997  | 116 271         | 37 946         | 234 787        | 12 763           | 84 851             | 556 230                                |
| Consommation par habitant en kilogrammes (sans les os et les tendons) |                 |                |                |                  |                    |  |
| 1973/1978   | 12,91           | 3,91           | 27,05          | 0,78             | 3,46               | 51,47                                  |
| 1979/1984   | 13,67           | 3,98           | 30,37          | 0,94             | 4,00               | 57,01                                  |
| 1985/1990   | 13,61           | 3,77           | 29,46          | 1,10             | 5,14               | 57,79                                  |
| 1991  | 13,31           | 3,51           | 27,18          | 1,23             | 5,54               | 55,71                                  |
| 1992  | 12,97           | 3,66           | 26,63          | 1,23             | 5,35               | 54,60                                  |
| 1993  | 12,38           | 3,42           | 26,36          | 1,23             | 5,22               | 53,41                                  |
| 1994  | 11,11           | 3,24           | 24,43          | 1,19             | 5,48               | 50,34                                  |
| 1995  | 10,93           | 3,31           | 24,89          | 1,18             | 5,46               | 50,43                                  |
| 1996  | 10,37           | 3,52           | 23,54          | 1,30             | 5,90               | 49,26                                  |
| 1997  | 10,59           | 3,50           | 22,95          | 1,30             | 5,93               | 48,91                                  |
| Quotes-parts des sortes de viande dans la consommation totale         |                 |                |                |                  |                    |  |
| 1973/1978   | 24,80           | 7,60           | 52,55          | 1,52             | 6,78               | 100                                    |
| 1979/1984   | 23,98           | 6,98           | 53,27          | 1,65             | 7,02               | 100                                    |
| 1985/1990   | 23,55           | 6,52           | 50,98          | 1,90             | 8,89               | 100                                    |
| 1991  | 23,89           | 6,30           | 48,79          | 2,21             | 9,94               | 100                                    |
| 1992  | 23,75           | 6,70           | 48,77          | 2,25             | 9,80               | 100                                    |
| 1993  | 23,18           | 6,40           | 49,35          | 2,30             | 9,77               | 100                                    |
| 1994  | 22,07           | 6,44           | 48,53          | 2,36             | 10,89              | 100                                    |
| 1995  | 21,67           | 6,56           | 49,36          | 2,34             | 10,83              | 100                                    |
| 1996  | 21,05           | 7,15           | 47,79          | 2,64             | 11,98              | 100                                    |
| 1997  | 21,65           | 7,16           | 46,92          | 2,66             | 12,12              | 100                                    |

<sup>1)</sup> viande de cheval, de chèvre, de lapin, ainsi que gibier, poissons, crustacés et mollusques compris

Source: CBV, Rapports de gestion

## 7 Paiements directs

### 7.1 Paiements directs à l'agriculture

Tableau 7.1

| Type de contribution   | Montants en millions fr. |   |                |
|--|--------------------------|---|----------------|
|  | Total                    | 1997 <sup>1)</sup><br>dont en <sup>2)</sup><br>montagne | 1998<br>Budget |
| <b>1. Paiements directs complémentaires</b>  | <b>856,8</b>             | <b>506,7</b>  | <b>809,2</b>   |
| 1.1 Paiements directs complémentaires selon l'art. 31a   | 856,8                    | 506,7   | 809,2          |
| <b>2. Paiements compensatoires pour conditions de production difficiles</b>                    | <b>425,4</b>             | <b>425,4</b>  | <b>432,0</b>   |
| 2.1 Contributions aux frais des détenteurs de bétail   | 261,9                    | 261,9   | 270,0          |
| 2.2 Contributions à la surface et contributions d'estivage                                     | 163,5                    | 163,5   | 162,0          |
| <b>3. Paiements directs écologiques</b>  | <b>766,4</b>             | <b>271,2</b>  | <b>807,0</b>   |
| 3.1 Contributions selon l'art. 31b (5 programmes)  | 709,5                    | 231,2   | 750,5          |
| 3.2 Contributions pour la production céréalière extensive                                      | 47,3                     | 33,4  | 45,5           |
| 3.3 Contributions à l'exploitation de terrains secs et de prés à litière                       | 9,6                      | 6,6   | 11,0           |
| <b>4. Paiements directs destinés à orienter la production</b>                                  | <b>159,9</b>             | <b>94,0</b>   | <b>164,9</b>   |
| 4.1 Primes de culture pour céréales fourragères et légumineuses                                | 52,1                     | 13,9  | 53,0           |
| 4.2 Contributions pour jachères vertes et matières premières renouvelables                     | 14,4                     | 3,6   | 22,2           |
| 4.3 Contributions aux détenteurs de vaches   | 93,4                     | 76,5  | 89,7           |
| <b>5. Paiements directs à finalité sociale <sup>3)</sup></b>                                   | <b>142,7</b>             | <b>67,8</b>   | <b>147,1</b>   |
| 5.1 Allocations familiales aux petits paysans  | 119,2                    | 62,7  | 120,4          |
| 5.2 Allocations familiales aux travailleurs agricoles  | 23,5                     | 5,1   | 26,7           |
| <b>Total</b>   | <b>2 351,2</b>           | <b>1 365,1</b>  | <b>2 360,2</b> |
| 1) certains chiffres sont provisoires  |                          |   |                |
| 2) incl. zone colline; répartition partiellement estimée                                       |                          |   |                |
| 3) financés par les contributions des employeurs ainsi que par la Confédération et les cantons |                          |   |                |

Source: Office fédéral de l'agriculture

## 8 Dépenses de la Confédération pour l'agriculture et l'alimentation

### 8.1 Dépenses le l'office fédéral de l'agriculture

Tableau 8.1

| Rubrique   | Dénomination   | 1997<br>Compte       | 1998<br>Budget       | 1999<br>Budget       | 2000<br>Plan financier | 2001<br>Plan financier | 2002<br>Plan financier |
|------------|--|----------------------|----------------------|----------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| <b>708</b> | <b>708 Office fédéral de l'agriculture</b>   | <b>3'497'439'760</b> | <b>3'527'528'550</b> | <b>3'825'529'800</b> | <b>3'609'572'100</b>   | <b>3'613'296'600</b>   | <b>3'545'366'500</b>   |
|            | <b>Administration</b>  | <b>32'771'673</b>    | <b>38'939'250</b>    | <b>45'281'500</b>    | <b>44'152'900</b>      | <b>43'424'100</b>      | <b>44'216'200</b>      |
| 30         | <i>Dépenses de personnel</i>   | 23'046'669           | 25'900'600           | 32'093'200           | 31'010'200             | 30'010'200             | 30'770'200             |
| 3010.010   | Rétribution plafonnée du personnel   | 22'849'035           | 22'911'500           | 25'093'200           | 25'010'200             | 25'010'200             | 24'770'200             |
| 3050.001   | Prestations versées à la CFP   | 197'634              | 2'989'100            | 7'000'000            | 6'000'000              | 5'000'000              | 6'000'000              |
| 31         | <i>Biens et services</i>   | <b>3'878'984</b>     | <b>6'900'650</b>     | <b>6'998'300</b>     | <b>6'942'700</b>       | <b>7'213'900</b>       | <b>7'246'000</b>       |
| 3180.000   | Prestations de service de tiers  | 2'965'918            | 5'954'150            | 5'947'900            | 5'874'900              | 6'126'700              | 6'148'800              |
| 3189.000   | <i>Mutations Prestations de service de tiers</i>   |                      |                      |                      |                        |                        |                        |
| 3189.001   | Commissions et honoraires  | 179'931              | 2'739'000            | 2'744'000            | 2'744'000              | 2'744'000              | 2'744'000              |
| 3189.002   | Indemnités pour la réalisation de mesures écologiques  | 1'038'674            | 1'511'250            | 1'536'000            | 1'638'000              | 1'638'000              | 1'638'000              |
| 3189.003   | Mandats de recherche et de développement   | 782'360              | 774'000              | 783'000              | 598'900                | 843'700                | 862'800                |
| 3189.004   | Formation et perfectionnement  | 43'333               | 115'000              | 100'000              | 115'000                | 115'000                | 115'000                |
| 3189.005   | Union suisse du légume   | 351'820              | 353'900              | 353'900              | 360'000                | 360'000                | 360'000                |
| 3189.007   | Relèvements de données concernant l'économie d'entreprise à des fins statistiques réalisés par le Secrétariat des paysans suisses (nouvelle) | 549'800              | 461'000              | 411'000              | 409'000                | 409'000                | 409'000                |
| 3190.000   | <b>Autres dépenses d'équipement</b>  | <b>913'066</b>       | <b>946'500</b>       | <b>1'050'400</b>     | <b>1'067'800</b>       | <b>1'087'200</b>       | <b>1'097'200</b>       |
| 3199.000   | <i>Mutations Autres dépenses d'équipement</i>  |                      |                      |                      |                        |                        |                        |
| 3199.001   | Dédonnements   | 346'463              | 312'000              | 360'000              | 362'000                | 366'400                | 366'400                |
| 3199.002   | Comité suisse de la FAO  | 69'675               | 77'000               | 73'400               | 71'800                 | 71'800                 | 71'800                 |
| 3199.003   | Autres dépenses d'équipement   | 496'928              | 557'500              | 617'000              | 634'000                | 649'000                | 659'000                |
| 36         | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>  | <b>5'846'020</b>     | <b>6'138'000</b>     | <b>6'190'000</b>     | <b>6'200'000</b>       | <b>6'200'000</b>       | <b>6'200'000</b>       |
| 3600.001   | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Rome  | 5'846'020            | 6'138'000            | 6'190'000            | 6'200'000              | 6'200'000              | 6'200'000              |
|            | <b>Améliorations des structures agricoles</b>  | <b>157'613'355</b>   | <b>162'582'500</b>   | <b>148'696'800</b>   | <b>247'539'000</b>     | <b>297'702'300</b>     | <b>297'814'600</b>     |
| 36         | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>  | 63'435'123           | 62'286'500           | 43'878'500           | 44'520'800             | 45'184'100             | 45'774'600             |
| 3600.100   | Sélection végétale et élevage (nouvelle)   | 22'396'069           | 21'000'000           | 20'500'000           | 21'000'000             | 21'500'000             | 22'000'000             |
| 3601.100   | Élevage (nouvelle)   | 22'396'069           | 21'000'000           | 19'500'000           | 19'500'000             | 20'000'000             | 20'000'000             |
| 3603.100   | Indemnité pour la mise en oeuvre du plan d'action national relatif aux ressources phylogénétiques (nouvelle)                                 |                      |                      | 1'000'000            | 1'500'000              | 1'500'000              | 2'000'000              |

Tableau 8.1 (suite)

| Rubrique | Dénomination   | 1997       | 1998       | 1999       | 2000           | 2001           | 2002           |
|----------|--|------------|------------|------------|----------------|----------------|----------------|
|          |  | Compte     | Budget     | Budget     | Plan financier | Plan financier | Plan financier |
| 3600.101 | Vulgarisation (nouvelle)   | 38'335'254 | 38'381'000 | 20'311'000 | 20'371'100     | 20'475'000     | 20'565'500     |
| 3601.101 | Vulgarisation agricole (nouvelle)  | 37'239'527 | 38'000'000 | 20'114'000 | 20'241'200     | 20'475'000     | 20'535'500     |
| 3602.101 | Centre international d'études agricoles (CIEA) (nouvelle)                      |            | 30'000     |            | 30'000         |                | 30'000         |
| 3603.101 | Mesures en faveur de la culture fruitière (nouvelle)                           | 375'727    | 351'000    | 197'000    | 99'900         |                |                |
| 3600.102 | Subsides pour la recherche   | 2'703'800  | 2'905'500  | 3'067'500  | 3'149'700      | 3'209'100      | 3'209'100      |
| 42       | Prêts et participations  | 7'972'557  | 22'000'000 | 25'000'000 | 120'000'000    | 170'000'000    | 170'000'000    |
| 4200.100 | Crédits d'investissements (nouvelle)   | 4'900'000  | 20'000'000 | 20'000'000 | 100'000'000    | 140'000'000    | 140'000'000    |
| 4200.101 | Aide aux exploitations paysannes (nouvelle)                                    | 3'072'557  | 2'000'000  | 5'000'000  | 20'000'000     | 30'000'000     | 30'000'000     |
| 46       | Aide à l'investissement  | 84'487'903 | 76'400'000 | 76'400'000 | 81'000'000     | 80'500'000     | 80'000'000     |
| 4600.100 | Améliorations structurelles dans l'agriculture                                 | 82'150'032 | 75'000'000 | 75'000'000 | 80'000'000     | 80'000'000     | 80'000'000     |
| 4600.101 | Constructions nouvelles et complémentaires destinées à l'enseignement agricole | 2'337'871  | 1'400'000  | 1'400'000  | 1'000'000      | 500'000        |                |
|          | <u>Lutte contre les maladies et les parasites des plantes</u>                  | 1'717'772  | 1'896'000  | 3'418'300  | 2'018'200      | 2'018'200      | 2'040'000      |
| 37       | Biens et services  | 878'176    | 1'037'700  | 1'062'900  | 1'073'200      | 1'073'200      | 1'093'700      |
| 3110.120 | Infrastructure   | 93'273     | 97'200     | 108'500    | 109'700        | 109'700        | 111'900        |
| 3119.120 | Mutations Infrastructure   |            |            |            |                |                |                |
| 3119.121 | Machines, appareils, véhicules, installations                                  | 57'598     | 58'000     | 58'800     | 59'400         | 59'400         | 60'600         |
| 3119.122 | Entretien des machines, appareils et installations                             | 8'808      | 10'900     | 11'000     | 11'200         | 11'200         | 11'400         |
| 3119.123 | Loyers et fermages d'immeubles   | 26'867     | 28'300     | 38'700     | 39'100         | 39'100         | 39'900         |
| 3120.120 | Exploitation   | 21'618     | 21'700     | 22'100     | 22'300         | 22'300         | 22'800         |
| 3129.121 | Dépenses d'exploitation  | 21'618     | 21'700     | 22'100     | 22'300         | 22'300         | 22'800         |
| 3180.120 | Prestations de service de tiers  | 742'433    | 891'900    | 905'300    | 914'200        | 914'200        | 931'700        |
| 3189.120 | Mutations Prestations de service de tiers                                      |            |            |            |                |                |                |
| 3189.121 | Commissions et honoraires  | 734'433    | 854'000    | 866'800    | 875'300        | 875'300        | 892'800        |
| 3189.122 | Certificats phytosanitaires  | 8'000      | 37'900     | 38'500     | 38'900         | 38'900         | 38'900         |
| 3190.120 | Autres dépenses d'équipement   | 20'852     | 26'900     | 27'000     | 27'000         | 27'000         | 27'300         |
| 3199.120 | Mutations Autres dépenses d'équipement   |            |            |            |                |                |                |
| 3199.121 | Dédommagements   | 14'707     | 20'800     | 20'800     | 20'800         | 20'800         | 21'000         |
| 3199.122 | Autres dépenses d'équipement   | 6'145      | 6'100      | 6'200      | 6'200          | 6'200          | 6'300          |

Tableau 8.1 (suite)

| Rubrique | Dénomination  | 1997                 | 1998                 | 1999                 | 2000               | 2001               | 2002               |
|----------|---|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
|          |   | Compte               | Budget               | Budget               | Plan financier     | Plan financier     | Plan financier     |
| 36       | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>   | 839'596              | 858'300              | 2'355'400            | 945'000            | 945'000            | 946'300            |
| 3600.120 | Mesures de lutte  | 782'730              | 792'000              | 2'290'000            | 878'500            | 878'500            | 878'500            |
| 3600.121 | Organisation internationale pour la protection des plantes, Zurich                          | 56'866               | 66'300               | 65'400               | 66'500             | 66'500             | 67'800             |
|          | <b>Production et ventes</b>   | <b>1'299'476'555</b> | <b>1'244'556'800</b> | <b>1'335'551'500</b> | <b>996'880'200</b> | <b>917'170'200</b> | <b>848'335'700</b> |
| 36       | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>   | -                    | -                    | 50'000'000           | 60'000'000         | 60'000'000         | 60'000'000         |
| 3600.200 | Promotion des ventes (nouvelle)   |                      |                      | 50'000'000           | 60'000'000         | 60'000'000         | 60'000'000         |
|          | <u>Economie laitière</u>  |                      |                      |                      |                    |                    |                    |
|          | <i>Biens et services</i>  | 987'841'167          | 941'392'700          | 1'045'260'000        | 716'160'000        | 636'150'000        | 567'150'000        |
| 31       |   | 2'041'676            | 2'129'200            | 4'160'000            | 6'160'000          | 6'150'000          | 6'150'000          |
| 3180.210 | Indemnité pour le prélèvement de la taxe sur le lait de consommation et la crème            | 1'910'000            | 1'910'000            |                      |                    |                    |                    |
| 3180.211 | Indemnités aux commissions régionales de recours 1-26 en matière de contingentement du lait | 131'676              | 219'200              | 160'000              | 160'000            | 150'000            | 150'000            |
| 3180.212 | Administration Mise en valeur du lait (nouvelle)  |                      |                      | 4'000'000            | 6'000'000          | 6'000'000          | 6'000'000          |
| 36       | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>   | 985'799'491          | 939'263'500          | 1'041'100'000        | 710'000'000        | 630'000'000        | 561'000'000        |
| 3600.210 | Suppléments pour la fabrication de fromage (nouvelle)                                       | 189'374'866          | 248'000'000          | 115'500'000          | 366'000'000        | 366'000'000        | 366'000'000        |
| 3601.210 | Supplément de prix versé sur le lait transformé en fromage                                  | 125'874'866          | 184'000'000          | 90'000'000           | 315'000'000        | 315'000'000        | 315'000'000        |
| 3602.210 | Indemnités de non-ensilage  | 63'500'000           | 64'000'000           | 25'500'000           | 51'000'000         | 51'000'000         | 51'000'000         |
| 3600.211 | Aides financières à l'économie laitière (nouvelle)  | 796'165'625          | 691'005'500          | 236'000'000          | 344'000'000        | 264'000'000        | 195'000'000        |
| 3601.211 | Promotion des ventes de beurre dans le pays (nouvelle)                                      | 399'932'174          | 350'805'500          | 67'100'000           | 114'000'000        | 85'000'000         | 65'000'000         |
| 3602.211 | Promotion des ventes de lait écrémé et de poudre de lait dans le pays (nouvelle)            |                      |                      | 29'100'000           | 57'000'000         | 42'000'000         | 32'000'000         |
| 3603.211 | Promotion des ventes de fromage dans le pays (nouvelle)                                     |                      |                      | 17'900'000           | 39'000'000         | 30'000'000         | 22'000'000         |
| 3604.211 | Aides à l'exportation pour le fromage (nouvelle)  | 391'204'023          | 335'000'000          | 115'900'000          | 119'000'000        | 90'000'000         | 68'000'000         |
| 3605.211 | Aides à l'exportation pour d'autres produits laitiers (nouvelle)                            | 5029'428             | 5200'000             | 6'000'000            | 15'000'000         | 17'000'000         | 8'000'000          |
| 3600.212 | Mesures propres à alléger le marché du lait   | 259'000              | 258'000              |                      |                    |                    |                    |

| Rubrique | Dénomination   | 1997<br>Compte | 1998<br>Budget | 1999<br>Budget | 2000<br>Plan financier | 2001<br>Plan financier | 2002<br>Plan financier |
|----------|--|----------------|----------------|----------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 3600.213 | <u>Mesures transitoires de durée limitée</u><br><u>concernant le lait (nouvelle)</u> |                |                | 581'900'000    |                        |                        |                        |
| 3601.213 | Indemnité pour le prélevement de la taxe sur le lait de consommation                 |                |                | 955'000        |                        |                        |                        |
| 3602.213 | Placement du beurre  |                |                | 170'000'000    |                        |                        |                        |
| 3603.213 | Placement du fromage   |                |                | 248'500'000    |                        |                        |                        |
| 3604.213 | Réduction spéciale des prix de sortes de fromages indignes                           |                |                | 20'500'000     |                        |                        |                        |
| 3605.213 | Autres mesures d'économie laitière   |                |                | 24'443'000     |                        |                        |                        |
| 3606.213 | Indemnités de non-ensilage   |                |                | 23'500'000     |                        |                        |                        |
| 3607.213 | Supplément de prix versé sur le lait transformé en fromage                           |                |                | 92'000'000     |                        |                        |                        |
| 3600.214 | Liquidation de la Butyra (nouvelle)  |                |                | 7'700'000      |                        |                        |                        |
| 3600.215 | Liquidation de l'Union suisse du commerce de fromage (USF) (nouvelle)                |                |                | 100'000'000    |                        |                        |                        |
|          | <u>Production animale</u>  | 44'326'509     | 19'048'000     | 49'125'000     | 49'125'000             | 49'425'000             | 49'425'000             |
| 31       | Biens et services  |                |                | 4'800'000      | 7'000'000              | 7'500'000              | 7'500'000              |
| 3181.230 | Indemnisation d'organisations privées bétail de boucherie et viande (nouvelle)       |                |                | 4'800'000      | 7'000'000              | 7'500'000              | 7'500'000              |
| 36       | <u>Contributions à des dépenses courantes</u>  | 44'326'509     | 19'048'000     | 44'325'000     | 42'125'000             | 41'925'000             | 41'925'000             |
| 3600.230 | Aides à l'exportation de bétail d'élevage et d'animaux de rente                      | 3'270'713      | 17'500'000     | 18'500'000     | 18'500'000             | 19'000'000             | 19'000'000             |
| 3600.231 | Promotion des ventes de bétail de boucherie et de viande dans le pays                | 39'500'000     |                | 11'200'000     | 9'000'000              | 8'500'000              | 8'500'000              |
| 3600.232 | Aides financières pour les oeufs du pays   |                |                | 13'625'000     | 13'625'000             | 13'625'000             | 13'625'000             |
| 3600.233 | Mise en valeur de la laine de moutons  | 1'555'796      | 1'548'000      | 1'000'000      | 1'000'000              | 800'000                | 800'000                |
|          | <u>Production végétale</u>   | 240'992'728    | 259'445'300    | 181'185'300    | 161'619'900            | 161'619'900            | 162'104'900            |
| 36       | <u>Contributions à des dépenses courantes</u>  | 240'992'728    | 259'445'300    | 181'185'300    | 161'619'900            | 161'619'900            | 162'104'900            |
| 3600.240 | Contributions pour la culture des champs (nouvelle)                                  | 129'359'914    | 127'800'000    | 61'900'000     | 63'400'000             | 63'400'000             | 63'400'000             |
| 3601.240 | Contributions à la surface pour les oléagineux (nouvelle)                            |                |                | 7'500'000      | 33'150'000             | 33'150'000             | 33'150'000             |
| 3602.240 | Contributions à la surface pour les légumineuses à grains (nouvelle)                 |                |                | 3'024'000      | 2'800'000              | 2'800'000              | 2'800'000              |
| 3603.240 | Contributions à la surface pour les matières premières renouvelables (nouvelle)      |                |                | 3'400'000      | 1'600'000              | 1'600'000              | 1'600'000              |
| 3604.240 | Primes de culture pour les céréales fourragères (nouvelle)                           |                |                | 47'976'000     | 25'850'000             | 25'850'000             | 25'850'000             |

Tableau 8.1(suite)

| Rubrique | Dénomination  | 1997        | 1998        | 1999        | 2000           | 2001           | 2002           |
|----------|---|-------------|-------------|-------------|----------------|----------------|----------------|
|          |   | Compte      | Budget      | Budget      | Plan financier | Plan financier | Plan financier |
| 3600.241 | Contributions à la transformation et à la mise en valeur (nouvelle) | 109'182'814 | 129'207'800 | 119'285'300 | 98'219'900     | 98'219'900     | 98'704'900     |
| 3601.241 | Transformation des betteraves sucrières (nouvelle)                  | 22'007'611  | 34'125'000  | 34'125'000  | 48'950'000     | 48'950'000     | 48'950'000     |
| 3602.241 | Transformation des oléagineux (nouvelle)                            | 39'690'082  | 39'487'500  | 31'887'500  | 1'500'000      | 1'500'000      | 1'500'000      |
| 3603.241 | Mise en valeur des pommes de terre (nouvelle)                       | 40'194'357  | 33'164'600  | 25'295'800  | 20'694'500     | 20'694'500     | 20'694'500     |
| 3604.241 | Production de semences (nouvelle)                                   |             |             | 4'750'000   | 4'600'000      | 4'600'000      | 4'600'000      |
| 3605.241 | Mise en valeur des fruits (nouvelle)                                | 7'290'764   | 22'430'700  | 23'127'000  | 21'325'400     | 21'325'400     | 21'810'400     |
| 3606.241 | Transformation de matières premières renouvelables (nouvelle)       |             |             | 100'000     | 1'150'000      | 1'150'000      | 1'150'000      |
| 3600.242 | Abricots du Valais  | 2'450'000   | 2'437'500   |             |                |                |                |
|          | <u>Encouragement de la viticulture</u>                              | 6'362'423   | 7'972'100   | 7'412'400   | 7'471'500      | 7'471'500      | 7'591'000      |
| 31       | Biens et services   | 113'629     | 122'100     | 120'900     | 121'500        | 121'500        | 124'000        |
| 3180.250 | Prestations de service de tiers                                     | 55'622      | 64'200      | 63'600      | 63'900         | 63'900         | 65'200         |
| 3189.251 | Commissions et honoraires   | 55'622      | 64'200      | 63'600      | 63'900         | 63'900         | 65'200         |
| 3190.250 | Autres dépenses d'équipement  | 58'007      | 57'900      | 57'300      | 57'600         | 57'600         | 58'800         |
| 3199.250 | Mutations Autres dépenses d'équipement                              |             |             |             |                |                |                |
| 3199.251 | Cave fédérale   | 56'622      | 54'900      | 54'300      | 54'600         | 54'600         | 55'800         |
| 3199.252 | Autres dépenses d'équipement  | 1'385       | 3'000       | 3'000       | 3'000          | 3'000          | 3'000          |
| 36       | Contributions à des dépenses courantes                              | 6'248'794   | 7'850'000   | 7'291'500   | 7'350'000      | 7'350'000      | 7'467'000      |
| 3600.250 | Encouragement de la viticulture                                     | 1'218'423   | 2'000'000   | 1'500'000   | 1'500'000      | 1'500'000      | 1'500'000      |
| 3600.251 | Mesures de placement  | 5'030'371   | 5'850'000   | 5'791'500   | 5'850'000      | 5'850'000      | 5'967'000      |
|          | <u>Administration des blés</u>                                      | 19'953'728  | 16'698'700  | 2'568'800   | 2'503'800      | 2'503'800      | 2'064'800      |
| 30       | Dépenses de personnel   | 2'768'141   | 2'931'600   | 2'442'800   | 2'376'800      | 2'376'800      | 1'937'800      |
| 3010.280 | Rétribution plafonnée du personnel                                  | 2'768'141   | 2'931'600   | 2'442'800   | 2'376'800      | 2'376'800      | 1'937'800      |
| 31       | Biens et services   | 26'387      | 153'900     | 26'000      | 27'000         | 27'000         | 27'000         |
| 3180.280 | Prestations de service de tiers                                     |             | 78'900      |             |                |                |                |
| 3189.280 | Mutations Autres biens et services                                  |             |             |             |                |                |                |
| 3189.281 | Commissions et honoraires   |             | 3'900       |             |                |                |                |
| 3189.282 | Mandats de recherche et de développement                            |             | 75'000      |             |                |                |                |
| 3190.280 | Autres dépenses d'équipement  | 26'387      | 75'000      | 26'000      | 27'000         | 27'000         | 27'000         |
| 3199.280 | Mutations Autres dépenses d'équipement                              |             |             |             |                |                |                |
| 3199.281 | Dédommagements  | 22'114      | 65'000      | 16'000      | 17'000         | 17'000         | 17'000         |
| 3199.282 | Autres dépenses d'équipement  | 4'273       | 10'000      | 10'000      | 10'000         | 10'000         | 10'000         |

Tableau 8.1(suite)

| Rubrique | Dénomination  | 1997<br>Compte         | 1998<br>Budget         | 1999<br>Budget         | 2000<br>Plan financier | 2001<br>Plan financier | 2002<br>Plan financier |
|----------|---|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|
| 36       | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>   | 17'159'200             | 13'613'200             | 100'000                | 100'000                | 100'000                | 100'000                |
| 3600.280 | Egalisation de la marge de mouture  |                        |                        |                        |                        |                        |                        |
| 3600.281 | Réduction de prix des céréales panifiables à l'aide de recettes douanières  | 17'052'000             | 13'350'000             |                        |                        |                        |                        |
| 3600.282 | Mesures concernant la répartition des moulins à blé tendre  | 107'200                | 263'200                | 100'000                | 100'000                | 100'000                | 100'000                |
|          | <b> Paiements directs </b>  | <b> 2'007'578'177 </b> | <b> 2'081'450'000 </b> | <b> 2'296'000'000 </b> | <b> 2'321'000'000 </b> | <b> 2'355'000'000 </b> | <b> 2'355'000'000 </b> |
| 36       | <i>Contributions à des dépenses courantes</i>   | 2'007'578'177          | 2'081'450'000          | 2'296'000'000          | 2'321'000'000          | 2'355'000'000          | 2'355'000'000          |
| 3600.300 | Paiements directs généraux  | 1'360'778'177          | 1'330'950'000          | 1'847'000'000          | 1'844'000'000          | 1'856'000'000          | 1'867'000'000          |
| 3601.300 | <i>Contributions à la surface (nouvelle)</i>  | 856'800'096            | 809'250'000            | 1'203'000'000          | 1'230'000'000          | 1'242'000'000          | 1'253'000'000          |
| 3602.300 | <i>Contributions pour les animaux consommant des fourrages grossiers (nouvelle)</i>   | 93'100'013             | 89'700'000             | 280'000'000            | 250'000'000            | 250'000'000            | 250'000'000            |
| 3603.300 | <i>Contributions pour des terrains en pente (nouvelle)</i>  | 148'960'000            | 162'000'000            | 112'000'000            | 112'000'000            | 112'000'000            | 112'000'000            |
| 3604.300 | <i>Contributions pour la garde d'animaux consommant des fourrages grossiers dans des conditions de production difficiles (nouvelle)</i> | 261'918'068            | 270'000'000            | 252'000'000            | 252'000'000            | 252'000'000            | 252'000'000            |
| 3600.301 | Paiements directs écologiques (nouvelle)  | 646'800'000            | 750'500'000            | 449'000'000            | 477'000'000            | 499'000'000            | 488'000'000            |
| 3601.301 | <i>Contributions écologiques (nouvelle)</i>   | 646'800'000            | 750'500'000            | 354'000'000            | 362'000'000            | 374'000'000            | 363'000'000            |
| 3602.301 | <i>Contributions d'estivage (nouvelle)</i>  |                        |                        | 65'000'000             | 65'000'000             | 65'000'000             | 65'000'000             |
| 3603.301 | <i>Protection des eaux (nouvelle)</i>   |                        |                        | 30'000'000             | 50'000'000             | 60'000'000             | 60'000'000             |

4

# Arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2000 à 2003

Projet

du

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu l'art. 6 de la loi sur l'agriculture<sup>1</sup>;  
vu le message du Conseil fédéral du 18 novembre 1998<sup>2</sup>,  
*arrête:*

## **Art. 1**

Pour les années 2000 à 2003, les montants maximaux autorisés sont les suivants:

- a. 1037 millions de francs pour le financement de mesures destinées à l'amélioration des bases de production;
- b. 3490 millions de francs pour le financement de mesures destinées à la promotion de la production et des ventes;
- c. 9502 millions de francs pour l'octroi de paiements directs.

## **Art. 2**

Le présent arrêté qui n'est pas de portée générale, n'est pas soumis au référendum.

40238

<sup>1</sup> RS 910.1; RO 1998 3033  
<sup>2</sup> FF 1999 1477

## **Message concernant un arrêté fédéral sur les moyens financiers destinés à l'agriculture pour les années 2000 à 2003 du 18 novembre 1998**

|                     |                  |
|---------------------|------------------|
| In                  | Bundesblatt      |
| Dans                | Feuille fédérale |
| In                  | Foglio federale  |
| Jahr                | 1999             |
| Année               |                  |
| Anno                |                  |
| Band                | 2                |
| Volume              |                  |
| Volume              |                  |
| Heft                | 09               |
| Cahier              |                  |
| Numero              |                  |
| Geschäftsnummer     | 98               |
| Numéro d'affaire    |                  |
| Numero dell'oggetto |                  |
| Datum               | 09.03.1999       |
| Date                |                  |
| Data                |                  |
| Seite               | 1477-1555        |
| Page                |                  |
| Pagina              |                  |
| Ref. No             | 10 109 744       |

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.